la lettre d'EL JARIDA

JANVIER – FEVRIER 1980 INFORMATIONS ET NOUVELLES D'ALGERIE VOL. 2 NUMEROS 9-10

Développer l'esprit de lutte

Lire notre éditorial page 3

BILLET

A qui profite le gaz algérien ?

Depuis mars 1978, date à laquelle ont commencé les livraisons de GNL algérien aux Etats-Unis, l'Algérie enregistre une perte quotidienne d'un million et demi de dollars, environ 6,5 millions de DA. Ceci en raison du bas prix de cession du gaz prévu par le contrat signé en 1969.

Lorsqu'il lui a été demandé de s'expliquer sur ce point, Nabi, ministre algérien du pétrole, a déclaré :

«Lorsque la Sonatrach décida de vendre 10,5 milliards de m³/an de gaz sous forme liquide, pour une durée de 25 ans, à un prix de 30,5 cents le million de BTU, cela voulait dire qu'elle avait dû renoncer, au moins momentanément, à la rente du gaz...».

Un avenant, signé en mai 1979 devait faire passer le prix à 1,15 dollars le million de BTU – prix généralement appliqué dans les nouveaux contrats algériens – à compter du 1er juillet 1979. Dans ces nouvelles conditions, le gaz sera vendu au prix d'environ 5 dollars l'équivalent en gaz du baril de pétrole, ce qui signifie qu'à quantité égale d'énergie, le gaz est vendu 6 fois moins cher que le pétrole. Belle victoire pour les responsables algériens, quand on sait, qu'eux-mêmes estiment qu'il faudrait vendre à un prix minimum de 14 dollars l'équivalent en gaz du baril de pétrole, pour que l'opération gazière soit «suffisamment» rentable.

Le gaz algérien est bel et bien bradé. Les compagnies étrangères ne sont pas les seules à en profiter. Les responsables algériens tirent aussi leur part de bénéfices.

Un seul perdant, le peuple algérien.

ALGER ET CONSTANTINE :

Les lycéens en grève

Lire notre dossier pages 16 à 22.

Horizon

Sur le dictionnaire : *nom masculin ; du grec horizein : borner. Ligne imaginaire, partie du ciel et de la terre qui limite la vision de l'observateur et qui s'éloigne au fur et à mesure que celui-ci s'avance.*

En Algérie, l'horizon s'éloigne de 10 en 10 ans. Exemple : après l'horizon 80, les autorités prévoient *«le bonheur pour tous»* **en 1990.**

AU SOMMAIRE :

CENTRE UNIVERSITAIRE DE TIZI-OUZOU : **UN MOIS DE GREVE** *page 24*

ENQUETE :

LES ALGERIENS DE FRANCE : CEUX QUI PARTENT ET CEUX QUI RESTENT *page 28*

DOCUMENT :

LA CRISE DU LOGEMENT EN ALGERIE *page 36*

L'ECONOMIE ALGERIENNE

bilan du régime

2ème PARTIE

Correspondance

QUELQUES NOUVELLES.....

A Alger, les étudiants de la faculté de Droit se sont mis en grève le dimanche 25 novembre, tandis que ceux de Sciences politiques étaient également en grève depuis le samedi 24. Par ailleurs, les étudiants de Sciences Economiques venaient de tenir une assemblée générale massive (plus de 700 présents) d'où un collectif d'étudiants autonomes s'est dégagé, avec comme principe l'*"organisation autonome"* et la satisfaction d'un certain nombre de revendications matérielles et pédagogiques. Le mouvement s'est opéré sans réaction notable de l'UNJA ou des volontaires moribonds. Des rumeurs tendancieuses ont toutefois été répandues sur le collectif en disant *"ce sont tous des Kabyles"*.

A Annaba, on note un certain mécontentement chez les ouvriers et les enseignants de l'Université à la suite de l'arrestation le 24 novembre de 2 agents techniques dont l'un est accusé abusivement de vol (oubli de tiroirs de bureau dans une camionnette !). Bien entendu, la section syndicale, composée de fantoches, n'a strictement rien fait. Le responsable de la répression anti-ouvrière dans l'université est le nouveau secrétaire général dont le rôle actuel est de pourchasser et de surveiller les agents.

A Tizi-Ouzou, les cours ayant repris, les étudiants de la délégation autonome semblent assez confiants; en revanche, le C.N.P. du F.L.N. a déclenché une campagne de rumeurs et d'intimidations en prévenant *"discrètement"* certains enseignants qu'ils étaient fichés comme *"extrémistes"* ou comme appartenant à une organisation politique (en l'occurence celle de M. Boudiaf) et qu'en conséquence ils avaient intérêt à se *"tenir à carreau"*.

Ces derniers temps, en Algérie, on peut constater que les thèmes de la démocratie et du pluralisme des partis reviennent de plus en plus souvent dans les discussions, du moins au sein des milieux qui ont un minimum d'instruction, au point que le FLN se croit obligé de contre-attaquer en essayant de défendre le principe du parti unique.

Selon un responsable de l'UGTA assez haut placé dans la hiérarchie de la GSE et apparemment assez honnête, le changement important de tactique du PAGS pendant l'année 78 et à la mort de Boumedienne aurait conduit à une véritable impasse. Jusqu'alors, les militants du PAGS s'efforçaient de pénétrer dans les cellules et sections, à la base, aussi bien dans l'UGTA que dans l'UNJA. Ils tentent maintenant d'occuper le maximum de postes de direction dans toutes les instances où ils le peuvent. Ils sont donc l'objet de sévères critiques et même d'un véritable ostracisme de la part des autres clans du FLN. Ils sont donc actuellement dans une position d'autant plus inconfortable que leurs appuis à la base sont des plus réduits ! ■

A PROPOS DE LA RENTREE UNIVERSITAIRE 79

D'après *Algérie-Actualités*, et *"selon diverses sources, il n'y aurait que quelque 30 °/o de réussite sur les* 65 000 *candidats"* (A.A. du 19.7.79).

Ce taux s'avère trop optimiste puisqu'à en croire *El-Moudjahid* du 15.10.79, seulement 12 000 (sur les 65 000) ont été reçus. Ce qui se traduit par un taux d'un peu moins de 18,5 °/o. Autrement dit, 81,5 °/o ont échoué.

Et, même si (apparemment) pour ces derniers *"le BAC ne constitue pas un barrage infranchissable"* (A.A. du 19.7.79), il reste que très peu ont la possibilité de redoubler leur terminale et que les 33 centres d'orientation scolaire et professionnelle (C.O.S.P.) existant pratiquement dans chaque wilaya (4 à Alger) ne peuvent accueillir les 53 000 *"sans bac"*. Ni même les sociétés nationales qui proposent des stages de formation.

Pour les *"heureux lauréats"*, les difficultés d'hébergement, de transport et d'inscription ont marqué la rentrée 1979.

La Fac de sociologie qui se trouve maintenant déplacée au Caroubier (Hussein-Dey) et qui occupe tout une aile de l'Institut Islamique (nouvellement ouvert) connaît d'énormes problèmes. La rentrée prévue le 1er octobre a démarré – pour les étudiants en sociologie – par une grève. Nombre de ces étudiants ne savaient pas dans quel groupe de T.D. ils étaient inscrits.

Les profs et les assistants n'étaient pas là. Le restaurant prévu n'existe pas encore. Les transports non plus. Le directeur a promis aux étudiants d'arranger tout cela. Ce qui ne les a pas empêchés de se mettre en grève pendant une semaine. Ils se sont revus le 8 octobre.

A cela s'ajoutent les agissements des *"Frères musulmans"* ; on a pu voir ces derniers prendre d'assaut l'institut, juste après la rentrée, et occuper un local initialement prévu comme bibliothèque. ■

la lettre d'EL JARIDA

La lettre d'El Jarida est une publication mensuelle du Parti de la Révolution Socialiste (ALGERIE)

PARTICIPATION AUX FRAIS DE REPRODUCTION

☐ 12 numéros de *la lettre d'El Jarida* 53 F

☐ 12 numéros de *la lettre d'El Jarida* et 6 numéros d'*EL JARIDA* 104 F

☐ soutien minimum 200 F

Pour toute correspondance, abonnements, écrire au COMITE DE SOUTIEN à EL JARIDA (C.S.E.J.)

C.S.E.J. 46 rue de Vaugirard, 75006 PARIS

IMPORTANT : Ne pas envoyer de mandat ni de chèque à l'ordre du C.S.E.J. . Attendre pour le règlement la réception du 1er numéro

éditorial

Développer l'esprit de lutte

L'année 1979 n'a vu, en fin de compte, aucune réponse apportée aux problèmes angoissants qui se posent aux Algériens. Les successeurs de Boumedienne se sont seulement préoccupés de gagner du temps pour reculer les échéances et sauvegarder le fragile équilibre de l'alliance au sommet.

A l'attente mêlée d'espoir qui avait gagné beaucoup d'Algériens lors de la désignation de Chadli Bendjedid, a succédé une profonde déception. Tant qu'il a gardé le silence, le nouveau chef de l'Etat a pu être présenté, par une rumeur persistante, comme un partisan d'une certaine *«ouverture»*. La suppression des autorisations de sortie, la libération d'une dizaine de prisonniers politiques, la levée du secret sur les conditions de la détention de Ben Bella étaient les principaux arguments présentés à l'appui de cette analyse, rien d'officiel ne venant, cependant, confirmer ou infirmer cette image de marque.

C'est cette ambiguïté qui a amené notre camarade Mohamed Boudiaf à demander – comme auraient dû le faire tous les Algériens –, dans sa *lettre ouverte* à Chadli, de se prononcer clairement. Chadli a parlé et les illusions se sont dissipées : mis à part le style hésitant, l'homme n'est guère différent de son prédécesseur. C'est la même impudence et le même manque d'imagination. Le rituel a été respecté ; les *«options»* ont été *«réaffirmées»* – sans grande conviction d'ailleurs, et les opposants, de nouveau calomniés – faute d'arguments politiques pour les combattre. *«Il n'existe*, a-t-il dit, *qu'un seul parti politique, le parti du FLN»*.

En refusant le droit à l'existence légale aux divers courants politiques qui existent dans l'opinion algérienne, Chadli désigne bien le véritable enjeu des luttes politiques à venir. Il s'agit de la question cruciale de la démocratie et du pluralisme politique.

Le fait réellement nouveau de ces derniers mois, c'est la place prépondérante prise par cette question dans la vie politique algérienne. Le combat incessant mené par le PRS en faveur de l'assainissement des mœurs politiques, de la défense des droits et libertés fondamentales, de la mise en place d'institutions démocratiques a eu pour effet d'amener l'ensemble de la classe politique algérienne, au pouvoir ou dans l'opposition, à se prononcer pour ou contre la démocratie.

Ce qui est certain aussi, c'est qu'au-delà de cette classe politique, les larges masses algériennes sont de plus en plus sensibilisées à la nécessité d'une solution démocratique, aussi bien à la crise politique qu'aux problèmes du quotidien. Conscients qu'une telle évolution signifie, à plus ou moins long terme, la fin du régime, et soucieux avant tout de se maintenir, les dirigeants ont opté pour la continuité, aussi bien en ce qui concerne les mœurs politiques que le style des rapports avec le peuple : promesses pour l'avenir et répression brutale pour le présent.

Mais les démonstrations de force et les campagnes d'*«assainissement»* ne peuvent empêcher un nombre de plus en plus grand d'Algériens d'être convaincus, et chaque jour davantage, qu'ils ont le droit de dire ce qu'ils pensent de la politique gouvernementale. De jeunes intellectuels se débarassant des réflexes d'autocensure, osent formuler leurs idées par écrit. Les étudiants, les jeunes réclament le droit à l'organisation autonome, remettant en cause la tutelle bureaucratique des organisations officielles et rompant avec les comportements opportunistes de certains groupes qui prônent la *«lutte de l'intérieur»*. Des lycéens sont descendus dans la rue pour s'opposer à des mesures arbitraires, amenant le ministre de l'Education à revenir honteusement sur ses décisions.

De leur côté, les travailleurs, que ce soit à la SONITEX ou à la RSTA, ont de plus en plus recours à la grève pour imposer la prise en compte de leurs revendications.

Mais la partie est loin d'être gagnée. Si les noyaux qui luttent aujourd'hui affirment leur existence avec de plus en plus de force, de larges secteurs de la population algérienne ne manifestent leur mécontentement que par la critique verbale ou la résistance passive : laisser-aller, absentéisme, incivisme, etc... Bien que n'attendant plus rien du pouvoir, bien que conscients de la nécessité d'un changement radical de la situation, beaucoup hésitent à se lancer dans l'action, et surtout dans l'action organisée.

Ce sont ces réticences qu'il nous appartient de vaincre, nous qui nous réclamons d'un changement démocratique de gauche. Pour cela, il importe de faire

→

EDITORIAL

DEVELOPPER L'ESPRIT DE LUTTE

→

reculer l'esprit de soumission et de développer l'esprit de lutte. Encore faut-il :

– exercer quotidiennement son droit à demander des comptes au pouvoir, à exiger de lui qu'il s'explique sur tous les aspects de sa politique ;

– abandonner les réflexes individualistes qui consistent à essayer de résoudre ses propres problèmes par la *«combine»* ou le *«piston»* ; il faut mener des actions collectives et organisées ;

– se défaire des idées défaitistes propagées par le pouvoir et selon lesquelles *«il ne sert à rien de lutter car on n'obtiendra rien»* ;

– se débarasser de l'attitude attentiste qui consiste à se croiser les bras sous prétexte que *«le voisin ne fait rien»*, à ne pas s'impliquer dans le combat pour le changement et à attendre des solutions miraculeuses ;

– sortir de l'isolement et se défaire de la peur face aux moyens de répression du pouvoir qui sont démesurément surestimés ;

– développer ses exigences au niveau de la qualité de la vie ; ne plus se contenter de *«ce qu'il y a»*, mais lutter pour être traité comme des êtres humains, que ce soit au niveau des transports, de la commercialisation, des rapports avec l'administration, que du contenu de l'information et de l'éducation ;

– aiguiser la conscience de classe des travailleurs face à un régime bourgeois et anti-populaire.

Car les possibilités d'action existent : se manifester, diffuser des idées, des tracts, des journaux, mener des actions revendicatives. Il suffit de le vouloir et de s'organiser en conséquence !

en bref...

NON A LA DELATION

Depuis quelques mois, *El-Moudjahid* publie régulièrement les noms de personnes ayant rompu leur contrat de travail avec une société nationale ou un organisme public. Un avis *"d'abandon de poste"* invitait les autres sociétés à s'opposer au recrutement de ces personnes. Mais actuellement ce journal publie aussi les photos de ces prétendus *"escrocs"* que les citoyens sont priés de dénoncer.

Ce procédé est inadmissible. Il dénote un mépris du peuple qui ne peut que susciter l'indignation des citoyens algériens.

ECHANGES COMMERCIAUX ALGERO-JAPONAIS

D'un niveau modeste jusqu'en 1973 (moins de 200 millions de DA), le volume des échanges avec le Japon s'est accru rapidement depuis : 638 millions en 1974 ; 1026 millions en 1975 ; 1308 en 1976, 1881 en 1981.

Mais le déficit constant de l'Algérie pendant la même période s'est accru parallèlement ; en effet, les exportations algériennes vers le Japon n'ont dépassé qu'une fois les 150 millions. L'Algérie importe du Japon plus de vingt produits, en grande majorité finis et semi-finis : machines, chaudières, appareils et engins mécaniques, matériel de navigation, fonte, fer et acier.

Les exportations algériennes sont essentiellement les huiles et combustibles minéraux (99,3 % en valeur en 1978).

L'Algérie fait appel à l'ingénierie japonaise ; celle-ci s'est classée, pour la période 1962 - 1976, au 6ème rang derrière la France, la R.F.A., l'Italie, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne.

Les contrats, de près de 1 700 millions DA, ont intéressé surtout les hydrocarbures, le ciment et les équipements maritimes.

"ASSAINISSEMENT" :

LES MAGISTRATS SE REBIFFENT

Quelques magistrats d'Alger n'ont pas apprécié le rôle que le pouvoir a voulu leur faire jouer dans les campagnes de répression menées depuis 3 mois.

Dans les tribunaux permanents, aucun droit de la défense n'était respecté et les peines étaient tarifées à l'avance en fonction des faits reprochés aux personnes arrêtées : *"vagabondage"*, *"désœuvrement"*, *"vente illégale"*, *etc.*

Les magistrats ont émis une protestation auprès du ministre de la justice, (Salah Soufi), qui leur a répondu par des avertissements. Il a par ailleurs mandaté Hocine Aït Chaalal (procureur général) et Ahmed Medjhouba (président de la Cour d'Alger) pour déclarer dans une conférence de presse, en forme de démenti, que toutes les procédures légales étaient respectées.

Messieurs les juges, être sanctionnés sans appel et traités publiquement de menteurs lorsque l'on veut exercer *"normalement"* sa tâche est une injustice flagrante ! Réagirez-vous ?

CHANGEMENT D'ORIENTATION ?

Depuis 1976, la politique algérienne en matière d'hydrocarbures s'inspire d'un plan élaboré pour le compte de la Sonatrach par la société américaine BECHTEL et les cabinets DEGOLYER et Mc NAUGTON et dénommé programme VALHYD (valorisation des hydrocarbures).

Dans ses grandes lignes, il prévoit :

- la construction de 7 unités de liquéfaction de gaz naturel réparties entre Skikda et Arzew.
- la réalisation d'unités de traitement de gaz pour séparer les GPL (gaz de pétrole liquide) et le condensat des gaz associés à Hassi-Messaoud et sur d'autres champs pétroliers et du gaz naturel produit à Hassi-R'Mel.
- la réalisation d'installations de réinjection de gaz dans le sous-sol pour maintenir la pression dans les réservoirs.
- la pose de 7.700 km de gazoducs.
- le développement des réserves de gaz dans le Sud-Est du pays.

Son coût est estimé à 33,4 milliards de dollars (167 milliards de DA) dont plus de la moitié doit être empruntée à l'extérieur. Plus de 75 % des investissements doivent être consacrés à la production, au transport et au traitement du gaz et des liquides associés, dont la quasi-totalité sera exportée. Ce plan prévoit d'épuiser en 30 ans la totalité des réserves actuellement prouvées de pétrole et de gaz.

Cependant, depuis quelques mois, certaines rumeurs laissent prévoir un changement des orientations économiques du pouvoir, évoquant une possible remise en cause du programme VALHYD. A l'appui de ces rumeurs, deux faits sont généralement avancés :

1 - Les anciennes directions du ministère de l'industrie et de la Sonatrach ont été éliminées. Abdesselam, puis Ghozali, Aït-Laoussine et d'autres encore ont été écartés de la conduite d'un projet dont ils sont en fait les initiateurs. Après ces *"remaniements"* le pouvoir envisagerait de démanteler la Sonatrach pour lui substituer plusieurs sociétés comme cela a été fait dans d'autres secteurs (DNC - ANP)

2 - En août dernier, certains organes de presse (Pétrole et Gaz arabes 16/08/79, Pétrole Information n° 1506) annonçaient que la Sonatrach envisageait d'abandonner la construction de deux usines de liquéfaction de gaz. Celle prévue à Skikda-Est (GLK 2) de 10,5 milliards de m3/an et celle prévue aux Issers (GL 1 G) à 70 km d'Alger.

Cet abandon serait lié au fait que le projet initial d'exporter le gaz algérien principalement vers les Etats-Unis a été remis en cause par le gouvernement américain. En 1978, la *"Commission Fédérale de l'Energie"* a refusé à deux compagnies américaines, El Paso et Tenneco, d'importer le gaz algérien prévu par deux importants contrats de 10 milliards de m^3/an chacun. Le pouvoir s'est alors tourné vers les pays européens qui devraient ainsi recevoir plus des 3/4 des exportations de gaz algérien. D'autre part ce changement d'orientation pourrait conduire à envisager l'écoulement direct du gaz par gazoduc vers l'Europe au détriment de la filière liquéfaction. Dans cette optique, deux projets seraient actuellement à l'étude. Le premier concerne le gazoduc trans-méditerranéen Algérie [illegible] certes prévu par le plan Valhyd, mais dont la capacité serait sensiblement augmentée, passant de 14,5 à 18,5 milliards de m^3/an. L'autre projet consistant en la construction d'une deuxième canalisation parallèle à la première.

Les partisans du transport sous forme gazeuse prétendent que ce mode revient 2,5 à 3 fois moins cher que le procédé actuel. En effet, à l'expérience, la chaîne liquéfaction - transport par méthanier, regazéification - s'est révélée peu fiable et très coûteuse, tant à la mise en oeuvre (retards dans la construction des usines, surcoûts etc...) qu'en cours de fonctionnement. On se rappelle les multiples déboires de l'usine de Skikda qui n'arrive toujours pas à fonctionner au rythme optimum.

A titre d'exemple et d'après le directeur de la société française Euréquip, un retard d'un mois dans la mise en service d'une usine de GNL engendre un surcoût de 250 000 DA par jour de retard. A cela s'ajoutent généralement les frais de mise à disposition prématurée d'un méthanier de 125 000 m^3 qui s'élèvent à 100000 DA par jour d'attente.

Pourtant, malgré ces arguments, l'hypothèse d'un changement ne se confirme pas. Par exemple, pour le choix d'un nouveau procédé d'exportation, comment expliquer, en effet, que le pouvoir continue, comme nous le verrons plus loin, à investir des sommes considérables dans la filière GNL (gaz naturel liquéfié) ?

De plus, aux usines de GNL de Skikda (alimentant la France et les Etats-Unis) et d'Arzew (celle de la Camel et GLZ1 dirigée vers les Etats-Unis dans le cadre du contrat El Paso) vont s'ajouter deux nouvelles usines de liquéfaction, actuellement en chantier à Arzew. Il s'agit de GLZ2 et GLZ3 de 10 milliards de m^3/an chacune. Méthaniers et gazoducs annexes sont également en construction.

D'autre part, s'il est question, comme le dit la rumeur, de remettre en cause le programme Valhyd, comment se fait-il que la Sonatrach

→

Changement d'orientation ?

→

continue d'absorber une part très importante de l'investissement national : 28,6 % en 1977, 31 % en 1978 et 1979. Signalons à ce sujet que les prévisions du prochain plan quinquennal lui promettent la part du lion, et la société envisage d'ores et déjà d'emprunter au moins 17 milliards de dollars (57 milliards de DA) pour la mise en oeuvre du plan Valhyd d'ici l'an 2000. D'ailleurs, comme pour rendre ses projets irréversibles, la Sonatrach emprunte intensivement sur le marché international des capitaux : plus de 3 milliards de dollars (15 milliards de DA) en décembre 1978, et plus récemment 500 millions de dollars (2,5 milliards de DA) en octobre 1979, auprès d'un consortium dirigé par la Citicorp International. Et ceci, pour ne citer que les emprunts les plus importants.

On estime actuellement la dette de la Sonatrach à environ 43 milliards de DA, ce qui représente plus de la moitié de la dette extérieure du pays.

De plus on peut s'interroger sur la capacité du pouvoir à remettre en cause des projets confiés à des sociétés étrangères et qui constituent l'essentiel de l'activité économique du pays. Jusqu'à présent, les questions soulevées ici n'ont reçu aucune réponse officielle. Les autorités ne sortent de leur mutisme que pour de vagues déclarations, comme par exemple celle de Chadli qui, dans une interview accordée récemment à la télévision française, parlait confusément de *"changement"* et de *"continuité"* sans rien dire des intentions réelles du régime.

Les raisons d'un tel silence ? L'explication la plus plausible est que le pouvoir cherche à temporiser pour tenter de calmer l'opinion algérienne qui est de plus en plus inquiète de voir se poursuivre une politique dont on reconnaît partout aujourd'hui les effets catastrophiques; Cette préoccupation semble exister réellement chez les dirigeants. On peut s'en rendre compte à travers, notamment, les critiques que la presse officielle adresse, depuis quelques temps, à la politique industrielle du régime. Avec, il est vrai des objectifs inavoués. En soulevant certains *"aspects négatifs"* ces critiques visent moins à remettre en cause la politique actuelle qu'à faire endosser à quelques *"boucs émissaires"*, convenablement choisis, la faillite d'un modèle économique.

En tout état de cause, quelles que soient les incertitudes qui règnent actuellement sur la politique économique du pouvoir, une chose est certaine : l'objectif fondamental de cette politique, à savoir l'intégration de l'Algérie au sein de la sphère capitaliste mondiale, ne sera pas remis en cause. Cela tient à la nature du régime algérien dont la politique sert exclusivement les intérêts des classes dominantes. L'accumulation capitaliste au profit de ces classes repose essentiellement sur l'exploitation par le biais du marché mondial des ressources du pays et principalement des hydrocarbures. C'est pourquoi, l'avenir économique de l'Algérie est, dans l'optique du régime, d'être un réservoir de gaz pour l'économie mondiale.

Adversaires et partisans du programme Valhyd semblent s'accorder sur cette option dont les conséquences sont de plus en plus graves :

- remise en cause de l'indépendance nationale,
- dégradation des conditions d'existence des masses populaires,
- renforcement de la dépendance alimentaire,
- accroissement de l'endettement, etc..

Il faut que chacun en prenne conscience.

■

BAISSE DE LA PRODUCTION PETROLIERE.

La Sonatrach annonce qu'elle réduira de 5 % ses ventes de pétrole brut à partir du 1er janvier 1980. Elle les avait déjà réduites de 20 % durant le 2ème semestre de 1979. Cela s'est traduit par une réduction de 10 % en moyenne des exportations sur l'ensemble de l'année.

Les ventes, qui se sont élevées en moyenne à 108 000 barils/jour au 1er semestre, devaient tomber à 864 000 b/j au 2ème semestre, donnant une moyenne de 972 000 b/j environ pour 1979. (56 millions de b/j correspond à 50 millions de tonnes par an).

En juin dernier, la Sonatrach avait expliqué cette réduction des exportations par «des problèmes techniques au niveau de la production».

Elle évoque maintenant la nécessité d'alimenter en pétrole brut trois nouvelles raffineries qui devraient entrer en production en 1980. Une à Hassi-Messaoud (1 million de t/an), une à In-Aménas (36 000 t/an) et la plus importante à Skikda (15 millions de t/an). Celle-ci devrait fonctionner à 50 % de sa capacité en 1980.

Notons qu'il existe actuellement trois raffineries, à Alger, Hassi-Messaoud et Arzew qui produisent globalement 5,4 millions de tonnes par an de produits raffinés dont environ 1,5 million de tonnes sont exportées.

En principe, les augmentations de la production pétrolière escomptées devraient suffire à alimenter les nouvelles raffineries. Mais la Sonatrach n'arrive plus à tenir les rythmes de production antérieurs. Outre les difficultés techniques au niveau de la production, il n'y a pas de résultats au niveau de la prospection de nouvelles réserves, malgré les gros moyens mis en œuvre.

■

Le journal de l'actualité

situation des masses

03-10-79

Une enquête officielle sur les domaines autogérés de la région d'Annaba révèle que les travailleurs agricoles *"ont peu de garanties en matière de protection sociale. Ils n'ont jamais été soumis à un contrôle médical et les moyens individuels de protection ne sont pas mis à leur disposition (bottes, bleus de travail, blouses, capuchons, etc...).*

La durée hebdomadaire du travail varie entre 48 et 56 heures sans paiement des heures supplémentaires... Les allocations familiales ne sont versées qu'à la limite de 24 DA et pour quatre enfants seulement, tandis que les différentes primes (scolarité, foyer, panier, salissure) ne sont pas attribuées. L'enquête révèle également l'absence d'œuvres sociales en faveur des travailleurs et la fragilité des relations de travail...".

05/06-10-79

A la Casbah, seize maisons menacent de s'effondrer. D'après les chiffres d'*El Moudjahid*, ces maisons abritaient 150 familles, soit 1 500 personnes, c'est-à-dire 100 personnes en moyenne par maison.

11/17-10-79

Transports urbains dans les grandes villes

1 – A Constantine... on change de sigle !

Faisant état des conditions difficiles de la RMTC, *Algérie-Actualités* signale, dans son numéro 730, que la solution des problèmes de transport de Constantine réside dans *"la création d'une nouvelle régie qui démarrera avec un nouvel actif".*

En 1975, *"46 bus desservaient quotidiennement les différentes cités de la ville (...) ; actuellement, sur un parc roulant de 80 bus, seuls 31 véhicules quittent chaque matin le garage de la régie...".* Ceci entraîne une diminution de la fréquence de passage des bus sur toutes les lignes.

Mais ce sont surtout les deux milliards de centimes de dettes de la RMTC qui ont conduit les responsables à décider, sur les conseils d'un bureau d'études français, *"la liquidation pure et simple de la RMTC et la création d'une nouvelle société qui partirait de zéro avec un nouvel actif".*

2 – A Oran, les traminots sont excédés

Les conditions de travail des traminots de la RMTUO sont éloquentes :

– 56 heures par semaine : 1 jour de repos tous les 8 jours ;

– horaires quotidiens mal répartis.

Les traminots s'élèvent contre ces conditions de travail et beaucoup d'entre eux se plaignent d'atteintes physiologiques graves et d'une vie familiale perturbée.

Ils protestent aussi contre l'absence de centre médico-social car *"la direction de la santé de la wilaya (...) estime que la régie n'a pas encore atteint le quota en personnel de huit cents travailleurs à partir duquel elle peut disposer de médecins".*

18-10-79

Les exclus de l'enseignement supérieur

Un conseil inter-ministériel, présidé par Abdelghani, a récemment consacré ses travaux *"à la situation relative à l'orientation des jeunes ajournés aux examens du baccalauréat et du brevet d'enseignement moyen vers les différents instituts et établissements de formation liés aux besoins de l'économie nationale".* (Le nombre des jeunes ajournés au baccalauréat 1979 a été de 48 000 sur 60 000 !)

→

PRESSE : LES REVEILS TARDIFS !

C'est à une tâche ardue que s'attelle un certain Ahmed Fattani dans *El-Moudjahid* (baptisé *"tout va bien"* par l'homme de la rue) : restaurer la crédibilité des organes de presse au service de la propagande du pouvoir.

Prenant prétexte de la diffusion à la télévision d'un reportage sur l'hôpital Mustapha, il découvre soudain les terribles conditions de santé que les Algériens subissent depuis 17 ans et que le P.R.S. dénonce depuis sa création.

Monsieur Fattani et tous ses collègues pouvaient-ils ignorer cela ? Non, répond celui-ci. Mais si nous n'avons jamais parlé de ce problème et de tous les autres, c'est à cause de certains *"mauvais dirigeants"*, comme celui de l'hôpital Mustapha, qui nous en empêchaient. Désormais tout ira mieux !

Terrible aveu : ainsi, au mépris de toute déontologie et de tout respect de leur personne et surtout des lecteurs, les journalistes algériens n'ont été, pendant 17 ans, que les porte-parole serviles du pouvoir !

Quant à nous convaincre qu'ils ont changé de style, on peut les croire sur parole. Surtout depuis que Chadli les a réunis en conférence à grand tapage. Sans doute pour leur donner de nouvelles instructions ?

Le journal de l'actualité

Rappelons que, sur 100 enfants qui entrent dans l'enseignement primaire, 3 seulement arrivent à l'Université. Les autres sont éliminés tout au long de la scolarité primaire et secondaire.

28-11-79

Constantine ; sur 6 logements projetés, 1 seul réalisé !

Le *modèle de développement algérien* continue de se distinguer par ses résultats originaux : 3 977 logements ont été construits dans la wilaya de Constantine depuis le lancement du 1er plan, voilà 10 ans. Face à cela, le nombre de logements prévus et non réalisés laisse rêveur : 18 321. Un taux de réalisation qui ne dépasse pas 15 % ! Ces chiffres, relevés dans un rapport du CNP de Constantine, ne révèlent pas combien est encore plus intolérable la situation quand on sait que 50 000 demandes d'attribution de logement attendent dans les tiroirs, que 70 000 habitants croupissent dans les 41 bidonvilles de la seule ville de Constantine et que des milliers de personnes habitent les vieux quartiers menacés de ruine.

(Lire également notre document p. 36).

politique

14-09-79

Le rôle de l'enseignement en Algérie

Kharroubi, ministre de l'Education, a indiqué qu'il fallait insister sur *"la nécessité de recourir à des formateurs d'enseignants politiquement engagés à l'égard des orientations de la Charte Nationale, principalement en ce qui concerne l'éducation politique des enfants"*.

17-09-79

Comment sont "élus" les membres des APC !

Affane Guezzane Djilali, président de la commission des élections et des élus du FLN, a précisé les modalités du scrutin : *"Le choix des candidats aux élections d'APC doit être celui de l'assemblée générale des militants de kasma"*.

Pour ce faire, estime Affane, deux méthodes peuvent être utilisées. La première méthode : *"Les militants (du FLN) en assemblée générale proposeront une liste de candidature large, composée de militants révolutionnaires, qui sera soumise au choix populaire"*. La seconde est *"l'élaboration par l'assemblée générale d'une liste unique dans le cadre d'un débat large et unanime"*

Ces dispositions de désignation des membres des APC, dans lesquelles les suffrages populaires ne jouent strictement aucun rôle, sont, du point de vue d'Affane, justifiées dans la mesure où *"l'élu (à l'APC) est un représentant du parti (du FLN) au sein de l'Etat"*.

25-09-79

Lors de la réunion du conseil de wilaya de Constantine (24-09-79), Mme Bouchaama, secrétaire générale à l'information de l'UNFA, reconnaît la nécessité de *"rechercher les raisons de la désaffection des femmes pour l'organisation"*.

30-09-79

La commission juridique et d'organisation générale du FLN, présidée par Saïd Mazouzi, examine un projet consistant en l'implantation de cellules du FLN dans les entreprises.

15-10-79

Ahmed Ghazali, ministre de l'Hydraulique, est démis de ses fonctions sans au-

LA *SONATRACH* INVITE LES FIRMES ETRANGERES A RENFORCER LEUR PENETRATION EN ALGERIE

Pour la recherche de nouveaux gisements, la Sonatrach fait appel aux sociétés étrangères.

En janvier 1978, Aït Lahoussine (alors vice-président de la Sonatrach) indiquait que sa société était disposée à apporter des *"adoucissements"* aux termes des contrats de manière à attirer des associés : *"nous savons que nous ne pouvons pas demander à une compagnie pétrolière de venir travailler dans notre pays dans l'espoir de gagner du 15 %. Nous savons que nous devons être prêts à permettre aux compagnies de réaliser un profit de 25 à 30 %"*.

Dans cet esprit, la Sonatrach, dans les négociations, invite plusieurs compagnies *"à prospecter pour le pétrole et à prélever, sur n'importe quelle quantité qui serait produite, un pourcentage qui serait exempt d'impôt. Si une compagnie découvrait un gisement comme Hassi-Messaoud, elle aurait droit à un pourcentage déterminé de la quantité de pétrole produite, par exemple, pendant 10 ans – ce serait une transaction toute simple –"*.

Le journal de l'actualité

→

cune explication officielle. Selon *Jeune Afrique* (24-10), c'est parce qu'il aurait vivement réagi contre les critiques publiques faites par son successeur au ministère de la Pétrochimie et de l'Energie, Belkacem Nabi, à propos de sa politique pétrolière. Il aurait diffusé largement un texte répondant aux accusations selon lesquelles il aurait *"bradé"* le pétrole algérien.

17/18-10-79

FLN-Parti communiste de l'U.R.S.S. à Moscou. La délégation du FLN était conduite par Bélaïd Abdesselam et celle du PCUS par Ponomarev.

22-10-79

Rencontre FLN-PCF à Paris sur les problèmes de l'émigration. La délégation du FLN était conduite par Sliman Hoffman et celle du PCF par Jean Colpin.

LES CAMPS DE TRAVAIL : UN PRECEDENT DANGEREUX

A travers la campagne dite d'assainissement les autorités ont ouvert la voie à une méthode de répression qui a fait ses preuves dans d'autres pays.

Il s'agit tout simplement d'envoyer les "*oisifs*" et les "*marginaux*" dans des camps de travail. Les *"chantiers"*, selon la terminologie officielle, sont situés pour la plupart dans le sud du pays.

07-11-79

GSE

Au cours d'une réunion regroupant Guezzane Affane, président de la commission des élections du FLN, Oumeziane, ministre du Travail, des membres permanents de la commission nationale de la GSE, il a été décidé de réunir l'ensemble des directeurs généraux des entreprises d'Etat, le 20 novembre, pour *"faire le point et évaluer le niveau d'application des textes sur la GSE"*.

16/17-11-79

Aït Lahoussine, révoqué de la vice-présidence de la commercialisation à la Sonatrach, est nommé à la vice-présidence de la sous-commission *"énergie"* de la commission économique du FLN, présidée par Abdesselam.

05-12-79

Meetings bidons pour élections bidons

Une série de rassemblements ont été organisés à la veille des élections aux APC. La presse officielle les a rapportés sous la formule ambiguë de *"campagne*

(suite page 13) →

AGRICULTURE : CRITIQUER SANS REMETTRE EN CAUSE

Les 16 et 17 octobre, une réunion a rassemblé tous les responsables de l'agriculture pour discuter *"de la situation agricole et alimentaire du pays"*.

Après avoir réaffirmé leur attachement à la *"révolution agraire"*, qu'ils jugent nécessaire de poursuivre et de consolider, ils ont défini plusieurs mesures qu'ils considèrent comme indispensables pour pouvoir redresser l'agriculture. Les producteurs sont évidemment les premiers visés : on va s'attaquer à la négligence, au laisser-aller, au découragement, à l'individualisme dont ils feraient preuve.

Par ailleurs, les objectifs suivants ont été adoptés :

– restructuration de l'agriculture

– adaptation des circuits d'approvisionnement, de commercialisation, d'équipement et de financement.

– maintien et sauvegarde des ressources en terre et eau.

L'opinion du ministre de l'agriculture sur le secteur qu'il est censé diriger est conforme au nouveau style du pouvoir : critiquer sans remettre en cause les options. C'est ainsi qu'au sujet des C.A.P.C.S., il reconnaît que *"ces structures n'ont pas joué pleinement le rôle qui leur a été dévolu"*.

Il en est de même pour tous les autres organismes agricoles que Sélim Saadi juge ainsi :

"Le rôle des offices, comme celui des C.A.P.C.S. et des C.O.F.E.L., consiste avant tout à satisfaire les besoins de la consommation des citoyens et aussi à assister les fellahs et non les exploiter (...). Il n'est point permis à ces organismes de réaliser d'importantes marges bénéficiaires aux dépens des fellahs. Le cas de la tomate, vendue par les producteurs à 0,50 DA le kilo, et écoulée sur le marché à 4 DA, est intolérable".

Au sujet de la révolution agraire, le ministre a surtout insisté sur la réactivation de la troisième phase. Dans ce but, il a annoncé la création prochaine d'un *"haut commissariat au pastoralisme"* pour *"permettre la concrétisation d'une manière effective de tous les projets inscrits au titre de la troisième phase de la révolution agraire"*.

QUELQUES

Le journal *Le Monde* (2 novembre 1979) a publié un dossier sur l'Algérie à l'occasion du 25e anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

Une lecture critique du dossier nous servira de base pour développer quelques réflexions sur la politique du pouvoir d'Etat algérien.

Dans ce numéro de *La lettre d'El Jarida*, nous ne parlerons pas de la politique extérieure du régime que nous avons déjà analysée dans un numéro précédent (1ère partie du bilan économique du régime).

Nous n'aborderons pas non plus le problème de l'enseignement en Algérie. Deux travaux sur cette question sont actuellement en cours :

– le bilan social du régime avec un point sur l'appareil scolaire ;

– un prochain numéro des *Cahiers d'El Jarida* sera entièrement consacré à l'Université algérienne.

... Sur le F.L.N.

L'un des articles du dossier du *Monde* porte sur le FLN. Jean Leca s'interroge : *"Le rôle joué par le parti du FLN est-il important ? "*. La réponse qu'il formule est on ne peut plus claire :

"«Pas vraiment», serait-on tenté de répondre dans le style d'une publicité récente. Ce qui se passe au sein de l'armée et des sociétés nationales ou autour du président de la République peut au contraire apparaître comme «très important». L'opinion publique oublie assez facilement l'existence du parti pour ne retenir que celle de la bureaucratie".

L'auteur ajoute :

"L'expression qui a dominé jusqu'à présent est que les ressources politiques les plus importantes n'ont pas dépendu de l'appartenance exclusive du parti du FLN tel qu'il existe actuellement (...)".

"... En ce sens, le choix comme secrétaire général-président de l'officier de l'armée le plus ancien dans le grade le plus élevé est un exemple de «lien administratif». Bien entendu, l'armée est mille fois présentée comme une armée d'avant-garde engagée et militante par définition, toujours exclue des critiques adressées aux autres cadres politico-administratifs. Cependant le fait qu'elle ait obtenu de droit le tiers des sièges au congrès et que le commissariat politique de l'ANP assume seul l'action politique en son sein donne à penser qu'elle est plus productrice de pouvoir que le parti... ".

En réalité, toujours selon l'auteur, *"l'exercice du pouvoir passe moins par le contrôle du parti sur la bureaucratie d'Etat, comme le voudrait le schéma officiel, que par le soutien qu'un ou plusieurs groupes de leaders trouvent dans des portions de l'appareil d'Etat - et du parti . On peut observer à cet égard qu'en quatorze ans, le parti a connu une bonne dizaine de «responsables de l'appareil», et d'autres «coordinateurs» pendant que la défense, la gendarmerie, la sécurité militaire, l'intérieur, les affaires étrangères, l'industrie, la Sonatrach, la société nationale de sidérurgie n'ont pas eu plus de deux patrons".*

Mais le FLN n'est pas seulement en marge du pouvoir. Il reste aussi en marge des masses populaires. Jean Leca constate que le parti unique du FLN ne constitue pas une *"avant-garde"*. Il n'est nullement représentatif des classes laborieuses et déshéritées.

"Le parti n'est jamais apparu comme le rassembleur privilégié des engagements politiques, et s'il fournit un bon contingent d'élus, il a du mal à recruter dans la société et à constituer ces «bataillons serrés de militants ... ".

Finalement, l'auteur se pose la question : *"Le FLN cesserait-il d'être l'oiseau fabuleux de la mythologie politique algérienne, où chacun se reconnaît, mais que nul n'a jamais vu ? "*.

Cette caractérisation du FLN rejoint sur bien des points l'analyse du PRS. En fait, comme nous l'écrivions dans *El Jarida* no 22 (voir aussi *Les Cahiers d'El Jarida* no 2), si la référence au FLN est toujours présente aujourd'hui, c'est qu'elle répond à trois préoccupations du régime établi depuis 1962 : se donner une légitimité historique, nier la lutte des classes, interdire le débat démocratique.

• En conservant le sigle FLN, les dirigeants algériens veulent se présenter comme les dépositaires des aspirations du peuple algérien, au même titre que le FLN de guerre était reconnu comme seul représentant des Algériens. Ce qui permet aux idéologues courtisans de présenter le coup de force de Ben Bella en 1962 comme une continuation de la révolution algérienne et le coup d'Etat de 1965 comme *"un redressement historique"*. Mais le FLN de la guerre de libération est mort en 1962, au terme d'une crise profonde qui ne faisait que révéler son incapacité à résoudre les problèmes de la paix, après avoir permis l'accession du pays à l'indépendance. Depuis lors, on n'a plus affaire qu'à une caricature grotesque parce que privée de ce qui faisait la force de l'organisation d'avant 1962 : le soutien et la confiance populaires.

• Bien plus, une fois l'indépendance acquise, les contradictions de la société algérienne se sont révélées au grand jour. Il est apparu aux masses populaires, artisans de la victoire sur le colonialisme, que l'indépendance politique ne pouvait être que le point de départ d'une lutte contre les exploiteurs algériens : les anciens, mais aussi les nouveaux – notamment les cadres du FLN et de l'ALN – qui, à travers l'appareil d'Etat, commençaient à se constituer en classe dominante. Il importait alors aux dirigeants de bloquer le développement de ces luttes de classes. Au nom de l'union nationale, on les nia avec l'argument selon lequel *"ce serait une erreur historique que de faire de notre pays un champ de conflits de classes"* (Boumedienne).

Il fallait donc maintenir la référence à l'organisation qui avait exprimé durant sept ans et demi l'unité de tous les Algériens, riches et pauvres. (Le FLN de 1954 s'ouvrait en effet à *"tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales"*). Mais la lutte des classes n'est pas seulement une "philosophie", c'est une réalité qui a sa source dans la division de la société entre exploiteurs et exploités. Aucun parti ne peut prétendre représenter à lui seul toutes les couches sociales et, s'il le fait, c'est toujours pour tromper la majorité du peuple au profit d'une minorité.

• C'est à ce souci que répond l'institution du parti unique. Avec ses conséquen-

REMARQUES...

ces : élections à 99 %, syndicat unique, candidat unique, etc... (car il ne peut y avoir de divergence qui remettrait en cause le mythe de l'unanimité nationale et donc de l'organisation unique, expression de cette unanimité). Mais cette volonté de nier toute contestation ou d'étouffer toute voix discordante ne renforce pas pour autant les rangs du parti unique . Elle aboutit à la dépolitisation et à l'indifférence à l'égard d'un parti qui n'a rien à proposer que le soutien inconditionnel et qui, faute de débat libre, est politiquement mort.

C'est pourquoi le PRS milite pour la dissolution immédiate du FLN (*plan en cinq points*, octobre 1978) :

– en tant que parti unique, obstacle à la liberté d'organisation et de constitution de partis ;

– en tant que conception totalitaire de la vie politique. Il faut mettre fin à l'unanimisme mystificateur ;

– en tant que sanctuaire de fonctionnaires parasites parlant au nom des masses, pratiquant le terrorisme idéologique et s'appuyant sur un appareil financé par l'argent des contribuables.

La dissolution du FLN figure au rang des mesures d'assainissement nécessaires pour créer les conditions d'une renaissance politique en Algérie.

... Sur l'émigration

L'article sur l'émigration est écrit par *A. Zehraoui* et s'intitule *"les travailleurs immigrés : une question de dignité"*.

L'auteur constate que l'émigration n'a jamais cessé d'augmenter depuis 1962 (on pourrait ajouter : même après l'arrêt de toute immigration par la France). Le nombre des Algériens en France évolue de la façon suivante.*

1962	350.484
1/1/1970	608.463
1/1/1978	829.572

Mais quelles sont les origines du développement de l'émigration depuis 1962 ? Là dessus, l'auteur reste silencieux, et pour cause ! Car la responsabilité du pouvoir algérien est écrasante :

• *"l'expatriation d'un nombre croissant d'Algériens est le résultat direct de sa politique économique et sociale. Celle-ci enfonce de plus en plus profondément notre pays dans une crise dont la conséquence est le développement du chômage qui touche de larges couches du peuple. Ce nombre de chômeurs ne peut que s'accentuer compte tenu :*

• *de l'irruption chaque année sur le marché de l'emploi de plus de 200 000 jeunes en âge de travailler ;*

• *de l'appauvrissement constant de couches sociales toujours plus nombreuses. Ainsi, la destruction de l'agriculture – sacrifiée au profit des activités de pillage de nos matières premières (gaz et pétrole) – chasse de plus en plus les paysans des campagnes; nombre d'artisans et de petits commerçants soumis à la férule des monopoles étatiques, aux injustices fiscales et aux contraintes administratives se retrouvent virtuellement condamnés à un avenir de misère ;*

• *de l'accroissement des victimes des licenciements dans le secteur autogéré et dans les unités industrielles de l'Etat". (El Jarida no 20,* juillet-août 1977).

Pour tenter de disculper le régime, l'auteur écrit : *"L'Algérie, pour sa part, est en train d'élaborer une politique de réinsertion, conformément à la charte nationale de 1976 qui en fait un des objectifs fondamentaux de la révolution. Le projet comporte trois étapes : la première prévoit le retour des cadres, des techniciens et des ouvriers hautement qualifiés, la seconde celle des ouvriers qualifiés et d'une partie des O.S. et la troisième celle des autres O.S. et des manœuvres. C'est pour favoriser ce retour que l'Amicale des Algériens en Europe organise des cours d'arabe à l'intention des enfants et qu'une dispense de trois ans pour les épreuves d'arabe aux examens est accordée aux jeunes qui regagnent le pays"*.

La propagande mensongère sur la réinsertion n'est pas chose nouvelle. C'est depuis 1962 que le pouvoir de la bourgeoisie d'Etat mène une intense propagande sur ce thème. Or, tout le monde sait que dans les conditions économiques et sociales actuelles, le retour au pays ne peut être qu'une échéance illusoire, car *"au-delà des déclarations d'intension et des promesses creuses, il faut considérer que toute politique sérieuse de réinsertion suppose la réalisation à court terme de quelques 140 000 logements, 10 000 classes supplémentaires, la création d'au moins 350 000 emplois, de 5 000 lits d'hôpital, la formation de 1 700 médecins, etc... sans compter les solutions aux problèmes d'infrastructure, d'alimentation et surtout la garantie de salaires au moins équivalents à ceux perçus par les émigrés actuellement, ainsi que le respect de la liberté syndicale et du droit de grève" (la Lettre d'El Jarida,* 5 juillet 1979).

Le P.R.S. dénonce la duplicité du pouvoir algérien et sa propagande mensongère. Il condamne la politique d'émigration pratiquée depuis 15 ans. Il se prononce pour le droit imprescriptible au retour pour tous les émigrés avec une véritable politique de réinsertion (emploi, logement, instruction).

... Sur la stratégie d'industrialisation

Dans son article, Pierre Judet examine quelques aspects de ce qu'il désigne par l'expression de *"stratégie d'industrialisation"* de l'Algérie.

L'auteur montre que cette *"stratégie"* est fondée, dans le domaine des investissements, sur deux priorités :

– *"priorité accordée à l'accumulation par rapport à la consommation"* ;

– *"priorité accordée aux secteurs productifs par rapport aux industries orientées vers la consommation"*.

La priorité donnée à l'accumulation s'est traduite concrètement par une politique d'austérité pour les masses populaires : en 1969, 28 % du P.I.B. étaient affectés à l'investissement et en 1977, plus de 50 %.

L'autre priorité concernant le secteur →

* Ces chiffres sont ceux que donne le Ministère français de l'intérieur. Ils sont plus précis que ceux qui sont fournis par A. Zehraoui.

QUELQUES REMARQUES...

industriel (*"secteurs productifs par rapport aux industries orientées vers la consommation"*) a, en fait, privilégié singulièrement et principalement un secteur d'exportation : les hydrocarbures. Ainsi, Pierre Judet écrit : *"Les hydrocarbures mobilisent en 1967-69 : 62,4 % des investissements industriels ; en 1970 : 50,5 % ; en 1975 : 46,4 % ; en 1977 : 54,5 %"*.

Autrement dit, *"la stratégie d'industrialisation"* repose fondamentalement sur le développement d'un secteur : celui des hydrocarbures. La logique des investissements dans le reste de l'économie est subordonnée à la logique d'accumulation dans les hydrocarbures dont la production est destinée au marché mondial.

Comme nous l'avons plusieurs fois démontré (voir notamment *El Jarida* n° 14), la place prépondérante des hydrocarbures dans l'économie algérienne correspond bien à la nouvelle fonction assignée à l'Algérie dans le cadre de la division internationale du travail : la spécialisation dans la production et l'exportation de gaz et de pétrole.

Les recettes en devises provenant de la vente des hydrocarbures sur le marché mondial, outre qu'elles constituent l'une des principales bases d'enrichissement de la nouvelle bourgeoisie d'Etat, servent principalement à :

– financer les investissements d'extension des capacités d'exportation d'hydrocarbures ;

– faire face à l'amortissement et aux charges de la dette extérieure (service annuel de la dette estimé actuellement à 20 % des recettes d'exportation ; prévision pour le début des années 80 : plus de 25 %). Les exportations de gaz et de pétrole, de matières premières doivent s'accroître pour faire face aux dépenses, mais cela n'est pas suffisant. Notre pays doit rechercher des prêts, des crédits auprès des banques internationales, s'endettant ainsi dangereusement ;

– payer les importations de produits alimentaires (évaluées en valeur au tiers des recettes pétrolières). Car dans la *stratégie de développement* du pouvoir, l'agriculture est systématiquement sacrifiée. D'où la dépendance alimentaire croissante du pays par rapport au marché mondial (voir *El Jarida* n° 19 et *PRS Info* n° 11).

De même, il faut souligner que dans une telle stratégie, l'emploi ne constitue pas une question prioritaire dans la mesure où les investissements réalisés sont loin d'être suffisamment créateurs d'emplois. La question de l'emploi reste lancinante : 140 000 demandes nouvelles d'emploi par an à partir de 1980. La *"révolution agraire"* lancée en 1971, dont l'un des objectifs premiers était la fixation des populations rurales – autrement dit, la réduction de l'exode rural (100 000 personnes par an) – s'est soldée, huit ans après, par un fiasco.

En fait, la *"stratégie d'industrialisation"* mise en œuvre est une stratégie d'accroissement de l'extraversion de notre économie. Ce processus peut se résumer par la formule : **les exportations d'hydrocarbures développent les exportations d'hydrocarbures, et partant, la dépendance financière, alimentaire, commerciale et technologique.**

Les unités industrielles implantées à prix d'or sont loin de tourner à plein rendement. La production est faible, coûteuse et de mauvaise qualité. Non seulement elles ne permettent pas de satisfaire les besoins intérieurs, mais elles sont à l'origine de nouvelles importations de matières premières, de pièces détachées, de produits semi-finis.

Par l'utilisation de *"techniques avancées"*, ce modèle impose l'établissement de liens étroits avec les firmes ou les pays détenteurs de ces techniques et de cadres, c'est-à-dire avec l'impérialisme. C'est là une politique qui menace gravement notre indépendance nationale.

Mais le *"modèle algérien d'industrialisation"*, ce n'est pas seulement la spécialisation de l'Algérie dans les activités de pillage (gaz et pétrole), son intégration profonde au sein du marché capitaliste mondial et le renforcement de la pénétration impérialiste. C'est aussi la mise en place d'un capitalisme d'Etat et la formation d'une bourgeoisie d'Etat. Car, bien que niant l'existence de classes et de la lutte des classes, le régime a construit une société de classes. Il a approfondi les inégalités sociales ; il a creusé l'écart entre le camp de la bourgeoisie et le camp des masses populaires, entre exploiteurs et exploités.

Dans ce contexte, les masses populaires sont condamnées à l'*austérité*. Des sacrifices leur sont imposés pour financer une politique qui va à l'encontre de leurs intérêts légitimes. Les conditions matérielles et sociales d'existence ne cessent de se dégrader. Les objectifs les plus vitaux sont sacrifiés (emploi, habitat, santé, alimentation, transports, etc...).

La bourgeoisie d'Etat s'appuie sur un régime totalitaire qui parle au nom des masses et se prétend le dépositaire de l'intérêt national, qui écarte systématiquement les classes laborieuses et déshéritées de la scène politique. A aucun moment, celles-ci n'interviennent dans un processus qui ne compte pas sur leurs efforts, qui les réduit à un rôle de spectateurs passifs d'une *"industrialisation"* qui se fait en dehors d'elles et qu'elles n'ont aucun moyen de contrôler.

Le PRS considère qu'il est de son devoir de dénoncer une fois de plus le *"modèle de développement"* poursuivi par le pouvoir algérien. Ce modèle ignore les réalités spécifiques de notre pays, son histoire, ses potentialités. Il ne tient pas compte des capacités créatrices du peuple et il entraîne de graves conséquences à court et à long terme.

... Sur l'agriculture

L'intérêt de l'article de *J.C. Karsenty (l'agriculture, de l'autogestion à la révolution agraire)* est de retracer les grandes lignes de la stratégie de subordination de la campagne algérienne aux intérêts et aux impératifs économiques de la bourgeoisie d'Etat.

L'agriculture constituait, selon la formule de l'auteur, la *"principale ressource du pays, il y a 25 ans"*.

Aujourd'hui elle est inefficiente, non productive, étouffée par un *"carcan bureaucratique"*. Cette situation a des implications sur l'approvisionnement alimentaire des Algériens *J.C. Karsenty :*

"L'un des plus graves problèmes devient (...) pour l'Algérie d'améliorer **une ration alimentaire, encore au seuil des carences dans certaines régions,** *pour une population en rapide croissance (plus de 3 % par ans, soit 540 000 habitants). Cela se traduit par une augmentation rapide des importations de produits alimentaires tels que céréales, lait et produits laitiers, sucre, oléa-*

(suite page 15)

Le journal de l'actualité

→ (suite de la page 9)

d'explication et de sensibilisation", pour éviter, sans doute, d'avoir à employer le terme de *"campagne électorale"* qui évoque une autre idée de la démocratie.

Mais elle ne signale à aucun moment un engouement des foules pour les discours stéréotypés qui caractérisent ces réunions. Bien mieux, un article d'*El Moudjahid* consacré au *"meeting"* de Sétif avoue que *"l'atmosphère qui entoure cette élection paraît caractérisée par l'indifférence générale"* et regrette que *"le meeting* (ait) *été si peu suivi par les Sétifiens, pourtant innombrables le long des grandes artères de la ville"*. Il est vrai que les Sétifiens, comme le reste des Algériens, n'ont jamais douté que les *"élus"* sont désignés sur d'autres critères que leur prestation pendant les campagnes-alibi.

VISITES – AUDIENCES

10-09-79

Arrivée à Alger de Jean-François Deniau, ministre français du Commerce extérieur ; il est reçu par Abdelghani Akbi, ministre du Commerce.

11-09-79

Chadli reçoit l'ambassadeur de France en Algérie, Guy de Commines.

11-09-79

Arrivée à Alger du ministre tunisien des Affaires étrangères, porteur d'un message de Bourguiba à Chadli. Le contenu n'est pas divulgué.

16-09-79

Arrivée à Alger du ministre belge du Commerce extérieur, accompagné du prince Albert, président de l'Office du commerce extérieur, à l'occasion de la →

NOMINATIONS D'AMBASSADEURS

Mohamed BEDJAOUI	(anciennement ambassadeur en France) est affecté auprès de l'ONU à New-York
Mohamed SAHNOUN	(anciennement en RFA) est affecté en France
Anisse SALAH-BEY	est nommé à l'Office des Nations-Unies de Genève
Mostepha LACHERAF	est nommé ambassadeur au Mexique
Abdelatif RAHAL	(anciennement ministre de l'Enseignement supérieur) est nommé à l'UNESCO (Paris)
Redha MALEK	est nommé ambassadeur aux USA
Omar OUSSEDIK	(anciennement en Inde) est nommé en Italie
Raouf BOUDJAKDJI	(anciennement à l'Office des Nations-Unies à Genève) est nommé en Inde
Hocine DJOUDI	(anciennement en Espagne) est nommé au Portugal

Ont aussi été nommés :

Mohamed Aïssa MESSAOUDI	en Indonésie
Nasser Eddine HAFADH	au Nigéria
Mohamed KHOURI	au Mozambique
Mohamed LAALA	en Ouganda
Samir IMALAYENE	au Libéria
Mohamed Lakhdar BELAID	en Autriche
Djelloul Bakhti NEMICHE	en Mauritanie
Saâd Eddine NOUIWAT	en Somalie
Abdelaziz YADI	en Guinée-Bissau
Mourad BENCHEIKH	au Japon
Abdelkrim CHITOUH	en Suède
Rachid HADDAD	en Suisse
Abdelaziz KARA	en Hongrie
Mohamed KELLOU	en RFA
Abdelaziz MAOUI	en Espagne
Missoum SBIH	au Canada
Hocine ZATOUT	au Zaïre
Mustapha MAIZA	en Arabie saoudite
Abdelkrim BENMAHMOUD	en Grande-Bretagne
Mohamed KADRI	en Turquie
Hachemi KADDOURI	aux Emirats arabes unis
Abdelghani KESRI	au Bénin
Mohamed BOUZADA	en Bulgarie
Zinelabidine MOMJI	au Mali
Ahmed BOUDERBA	en Argentine
Chérif SISBANE	au Yémen du Sud
Ahmed HADJ-ALI	au Sénégal
Sabih BENKOBBI	en Libye

Le journal de l'actualité

→

16e foire. La délégation belge a été reçue par Abdelghani Akbi, ministre du Commerce.

20-09-79

Le bureau politique du FLN, sous la présidence de Chadli, a tenu une série de réunions sur les résultats de la 6e conférence des non-alignés.

*

Brerhi, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et président de l'Association Algérie-URSS, a effectué un séjour d'une semaine à Moscou.

29-09-79

Chadli reçoit le prince Saoud El Fayçal, ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite et messager du roi Khaled.

11-10-79

Ulric Haynes, ambassadeur des USA, est reçu par Chadli.

11/17-10-79

M'hamed Yala, ministre des Finances, assiste à Belgrade à la réunion annuelle FMI-BIRD ; il appuie la proposition d'augmentation générale du capital de la banque et souhaite *"des décisions rapides en matière d'augmentation des prêts-programmes et des prêts sectoriels"*.

19-10-79

Visite à Alger de Claude Cheysson, commissaire du Développement de la Communauté économique européenne, pour examiner avec les responsables algériens l'état des relations entre l'Algérie et la CEE et *"les raisons pour lesquelles le volume des exportations de l'Algérie vers les pays de la CEE reste faible"*.

25-10-79

Mohamed Benyahia reçoit Bruno de Leusse, secrétaire général du ministère français des Affaires étrangères.

03-11-79

Raul Castro, ministre cubain de la Défense, est reçu par Chadli en présence de Merbah, secrétaire général de la Défense, et de Benyahia, ministre des Affaires étrangères.

05-11-79

Hedi Nouira, premier ministre tunisien, est reçu par Chadli en présence de Abdelghani et de Benyahia.

13-11-79

Abdelghani, premier ministre, reçoit F.A. Skatchkov, membre du comité central du PCUS et président du comité d'Etat de l'URSS.

12-11-79

Mohamed Salah Yahiaoui reçoit les ambassadeurs de Cuba et de RDA.

MŒURS POLITIQUES : RIEN DE CHANGE !

Les mises à l'écart successives de Aït Lahoussine, secrétaire général de la Sonatrach, de Ghozali, ministre de l'Hydraulique, et de Minouni, directeur de l'O.F.L.A., ont été interprétées par certains milieux comme un signe de renouveau politique.

Le Monde du 16.10. qui se fait souvent l'écho des opinions de fractions du pouvoir, écrit à propos du limogeage des deux premiers : *l'heure n'est manifestement plus aux démissions "pour raison de santé" ou aux départs sur la pointe des pieds. Et, là encore, c'est un nouveau style qu'inaugure le président Chadli.*

Mais qu'y a-t-il réellement de neuf ? le contenu de l'information ? Les communiqués de l'A.P.S. qui ont appris aux Algériens ces nouvelles sont si laconiques et impersonnels que l'on pourrait penser qu'ils concernent une autre planète ou un très lointain pays.

Comme d'habitude, aucune explication n'est donnée à ces départs, s'agit-il de conflits politiques ? de querelles de personnes ? d'affaires de *"gros sous"* ? Le pouvoir ne juge pas utile de le préciser aux citoyens.

Le Monde, quant à lui, veut y voir une conséquence de la politique *"d'assainissement"* et la remise en question, à travers ces hommes, d'une *"industrialisation forcenée"*, de la réalisation de *"complexes géants difficiles à maîtriser"* et de *"l'exploitation à un rythme trop rapide des réserves énergétiques"*.

Certes, ces hommes ont une lourde responsabilité dans les choix économiques, politique et sociaux des 17 années écoulées. Mais ils sont loin d'être les seuls.

En fait, ils apparaissent comme les nouveaux boucs émissaires des luttes obscures que se mènent les différents clans au pouvoir. Et, par la même occasion, leur élimination permet de préserver l'ensemble du système en place avec ses classes et son appareil d'exploitation, en donnant l'impression que le changement est en cours.

QUELQUES REMARQUES...

→ (suite de la page 12)

gineux, légumes secs, légumes frais (pommes de terre), viandes ovines et bovines, etc..."

Comment en est-on arrivé là ? L'auteur identifie deux grandes périodes dans le processus de dégradation de l'agriculture :

Première période (1963 - 1971).

Les tout premiers mois de l'indépendance ont vu le départ des colons. Les collectifs de travailleurs prennent très vite possession des terres *"vacantes"* et les cultivent selon le système de l'*"autogestion"*. En 1963, les *"décrets de Mars"* étatisent l'autogestion. Cette date marque le début de l'étouffement progressif de ce système. Deux mesures principales vont vider l'autogestion de sa substance :

- nomination par l'Etat du directeur du domaine autogéré (le président n'a plus dès lors qu'un rôle honorifique).
- mise en place de l'O.N.R.A. *(Office National de la Réforme Agraire)*.

L'O.N.R.A. récupérera, écrit l'auteur, *"l'ensemble des secteurs en amont et en aval de la production : crédit, approvisionnements, réparations, commercialisation, etc... De tutelle, l'on passe à un système de gestion quasi directe par les C.D.R.A. (Commissaires Départementaux de la Réforme Agraire) et l'autogestion est ainsi progressivement vidée de sa substance".*

A partir de 1963, et surtout de 1965, se consolide, dans le système d'autogestion agricole, *"la prédominance de l'Etat centralisateur qui estime n'avoir d'autres moyens de parvenir à ses fins (c'est-à-dire, comme le souligne J.C.K., le transfert des surplus de l'autogestion et plus généralement de la petite agriculture vers les autres secteurs et principalement les villes) que de retirer le pouvoir économique aux collectifs des travailleurs".*

Comment va s'effectuer la domination et le contrôle de l'Etat ? Entre 1963 et 1971, écrit *J.C. Karsenty, "l'autogestion (...) passe par deux phases correspondant à deux types de contrôle étatique : la gestion centralisatrice de l'O.N.R.A., caractérisée par une bureaucratie à la fois pesante et incompétente, puis une déconcentration des responsabilités avec la mise en place de structures administratives efficaces au niveau de la wilaya et la suppression de l'O.N.R.A. en 1967.*

L'organisation des secteurs amont et aval évolue de manière identique avec la création d'offices étatiques spécialisés.

Ce faisant, l'Etat a repris ou n'a pas cédé, d'importants secteurs de l'économie agricole au privé. Il contrôle les circuits bancaires, l'ensemble des approvisionnements et de la commercialisation, etc.... Il marque ainsi qu'il entend dominer les circuits de transfert et de direction".

Deuxième période (depuis 1971).

Jusqu'en 1971, la propriété privée nationale n'est pas remise en cause par les mesures étatiques dans nos campagnes. La réforme agraire n'est lancée par l'Etat qu'en novembre 1971. Pour *J.C. Karsenty*, cette date n'est pas fortuite car, à ce moment-là, la réforme agraire était politiquement possible, économiquement nécessaire :

"possible parce que (...) la lente prise en mains (par l'Etat) des leviers de commande du pouvoir économique permet de se dispenser de l'appui de cette fraction de la bourgeoisie foncière sans que l'équipe dirigeante éclate, en dépit de départs retentissants (Kaïd Ahmed); nécessaire en raison même du schéma de développement retenu : l'industrie algérienne n'est, en principe, pas tournée vers l'extérieur, et le rôle moteur échoit à la demande intérieure. Le secteur agricole est donc un des principaux débouchés pour les productions mécaniques, métallurgiques, pétrochimiques."

En réalité si l'élargissement du marché intérieur est un des objectifs théoriques assignés à la réforme agraire de 1971, il en est d'autres qui, bien que plus importants, ne sont pas mentionnés par *Karsenty*.

1 - Il s'agit pour le pouvoir, de fixer à la campagne les populations rurales de manière à réduire l'exode, à atténuer les tensions sociales dans les villes. En effet, 100 000 personnes émigrent annuellement des campagnes vers les centres urbains et viennent, ainsi, grossir les rangs des chômeurs,

2 - Il s'agit aussi pour la bourgeoisie d'Etat de créer dans les campagnes une couche de paysans (salariés du secteur d'Etat et paysans coopérateurs) qui lui serait acquise. La création de cette couche de paysans qui ferait *"tampon"* entre le pouvoir, d'une part, et les petits paysans et paysans sans terre, d'autre part, s'inscrit dans le projet de consolidation de l'hégémonie de la bourgeoisie d'Etat, qui tente de s'appuyer sur une fraction de la paysannerie. Mais c'est un échec : ces objectifs ne sont pas atteints.

L'agriculture saignée à blanc

L'agriculture, de laquelle les Algériens tirent leurs moyens d'existence, est systématiquement vidée de ses revenus. Ses capacités productives sont détruites par :

- Le pillage systématique et organisé de l'autogestion par une multitude d'organismes parasitaires et bureaucratiques. Le résultat c'est, d'une part, la baisse des objectifs agricoles (l'autogestion perd annuellement 5 % de ses travailleurs permanents); Les désistements d'attributaires de la *"révolution agraire"* sont aussi un fait bien établi et reconnu par le pouvoir lui-même. C'est, d'autre part, le développement de la résistance des travailleurs qui s'exprime par l'indifférence à l'égard de la production.
- Le pompage du secteur privé pauvre par les impôts et le système étatique des prix qui ruine la grande masse des Algériens. Ce pompage et le manque de moyens (crédits, semences) ont forcé nombre d'entre eux à l'exode, abandonnant la terre qui devient improductive.
- L'exploitation forcenée de la terre. La rentabilisation capitaliste des cultures par le recours (souvent inutile) à des procédés intensifs et destructeurs aboutit à un appauvrissement croissant des meilleures terres de l'Algérie.

La régression de l'agriculture se traduit par un déficit en produits de subsistance plaçant l'Algérie dans une situation de dépendance alimentaire de plus en plus grave ; à une époque où les produits agricoles coûtaient moins cher sur le marché mondial qu'à l'intérieur du pays, les dirigeants avaient délibérément sacrifié le développement de la production locale au profit de certaines importations susceptibles de dégager des profits sur le marché intérieur.

Les principales victimes de la situation sont les masses populaires qui souffrent de la baisse de la production, des pénuries, de la hausse du coût de la vie et de l'insuffisance alimentaire. Ainsi, le régime n'aura même pas assuré aux Algériens le minimum : le pain quotidien.

■

LES LYCEENS EN GREVE

Les lycéens ont déclenché un vaste mouvement de grève dans les régions d'Alger et de Constantine.

Les lycéens d'Alger ont riposté à la décision du ministère de l'Education d'introduire des épreuves de mathématiques, physique et chimie à l'examen du baccalauréat des séries littéraires et des épreuves d'histoire-géographie au baccalauréat des séries scientifiques. De nombreuses assemblées générales se sont tenues dans les lycées en grève et des manifestations ont été organisées pour protester contre l'arbitraire du ministère. Le mouvement a largement bénéficié de l'appui des professeurs et des parents d'élèves. Il a été déclenché de façon autonome et les appareils du pouvoir furent dépassés.

A Constantine, les lycéens, descendus dans la rue, demandaient "l'arabisation de l'administration".

Le pouvoir réprima violemment ces manifestations, particulièrement à Constantine où la police a pourchassé pendant plusieurs jours les lycéens. De nombreuses arrestations furent opérées. Mais cela n'a pas brisé la détermination des lycéens. Le pouvoir lança alors des promesses, espérant ainsi démobiliser les manifestants et récupérer leur mouvement. Pour cela, il s'appuya sur l'UNJA et ses alliés. A Alger, des comités fantômes sont créés ("coordination des lycées de la wilaya d'Alger", par exemple) qui ont tenté de prendre la tête du mouvement et de parler en son nom. Mais pas plus à Alger qu'à Constantine, ces pratiques opportunistes, usant tour à tour de provocations, d'intimidation et de délation, n'ont eu de succès. Elles ont avorté, car si, pendant un temps, le jeu a plus ou moins réussi, aujourd'hui, aussi bien dans les lycées qu'à l'Université, l'UNJA et ses alliés sont démasqués et dénoncés.

Finalement, malgré les manœuvres des autorités,

à Alger et

ALGER :
LE FILM DES EVENEMENTS

Début décembre 1979 — *Dans les lycées d'Alger, la nouvelle d'une décision unilatérale du Ministère de l'éducation de modifier les conditions de déroulement des examens du baccalauréat circule avec insistance. Le Ministère aurait décidé, alors que le 1er trimestre est presque achevé, d'ajouter des épreuves de mathématiques, de physique et de chimie pour les séries littéraires et des épreuves d'histoire-géographie pour les séries scientifiques, qui en avaient été exemptées jusqu'à cette date.*

4 décembre 1979 — *Après de nombreuses et vives discussions improvisées dans certains établissements d'Alger, les lycéens de Frantz Fanon, Emir Abdelkader et Okba (Bab El Oued), décident de se mettre en grève pour protester contre ces mesures dont l'arbitraire est stigmatisé.*

Pour soutenir leurs camarades des classes terminales plus directement concernés, les élèves de première et de seconde se mettent aussi en grève.

Les lycéens de Ben Aknoun, eux aussi en grève depuis le matin, se rendent aux lycées de jeunes filles «Hamia» et «Hassiba Ben Bouali» à Kouba pour expliquer la situation à leurs camarades, qui se joignent en masse à leur mouvement malgré une timide opposition de l'Administration.

La foule des élèves manifeste alors son mécontentement dans les rues de Kouba, en criant des slogans hostiles au ministre de l'Education (Abbas Kharroubi) et en réclamant la levée des mesures incriminées.

La grève gagne les lycées Abane Ramdane et Médadi d'El Harrache.

5 décembre 1979 — *Les élèves des lycées Amara Rachid El Mokrani (Ben Aknoun) et Bouatoura (Chateauneuf) se regroupent dans la matinée et se dirigent au cours d'une longue marche vers la Place des Martyrs où ils opèrent la jonction vers 13 heures avec leurs camarades venus des lycées de Bab El Oued (El Mokrani, Emir Abdelkader et Frantz Fanon). Des forces de police, casquées et armées de matraques et de lance-grenades, interviennent violemment pour empêcher les manifestants, dont le nombre s'accroît, de se diriger vers le centre ville. Les lycéens sont sauvagement matraqués et dispersés.*

Durant la même matinée, les lycéens d'El Idrissi (place du 1er Mai) se rendent en groupes vers le lycée Omar Racim (centre ville) pour informer les lycéennes des événements.

Malgré l'opposition de la directrice, réputée pour son autoritarisme et son attitude anti-jeune, le mouvement de contestation se généralise. Une manifestation pacifique, regroupant les élèves des deux lycées, auxquels se sont joints ceux de l'institution Sainte-Elizabeth (bd Bouakouir), a lieu sur la rue Didouche Mourad, bloquant la circulation, vers 11 heures du matin.

MANIFESTENT

les lycéens ont obtenu gain de cause à Alger et le ministre de l'Education a dû annuler sa décision.

Ces événements, ainsi que ceux qui se sont déroulés dans les facultés au cours de ces dernières semaines, révèlent le profond malaise qui sévit au sein de la jeunesse algérienne et les nombreux conflits qui marquent les rapports entre les jeunes et le pouvoir. En effet, ces luttes, celles des lycéens comme celles des étudiants, se rejoignent : elles ont pour raison profonde la détermination des lycéens et des étudiants à lutter pour mettre fin aux incohérences d'un système scolaire et universitaire déplorable :

– infrastructure insuffisante et inadaptée aux exigences d'une scolarisation réelle et efficace des jeunes (manque de classes et de professeurs, insuffisance des moyens de transport, de logement, etc...) ;

– déperdition scolaire énorme, notamment au niveau des cycles moyen et secondaire ;

– sélection féroce par le biais d'une orientation arbitraire (bilingues-arabisés) et par les examens (hécatombes du bac) ;

– baisse constante du niveau de l'enseignement et de celui des élèves ;

– incohérences de la politique d'arabisation, mal conçue et mal faite ;

– absence de débouchés à l'issue de certaines filières ;

– absence de liberté d'expression et d'organisation au sein des structures scolaires et universitaires, etc... ;

La victoire du mouvement des lycéens montre que seule la lutte permet de résoudre les problèmes.

Le PRS apportera son soutien total à tous ceux qui oseront penser, oseront parler, oseront agir.

à Constantine

ALGER :

LE FILM DES EVENEMENTS

5 décembre 1979 – *Au lycée Hassiba Ben Bouali, les élèves, garçons et filles, réunis dans la rue, discutent de la situation créée par le ministère et débattent passionnément de l'ensemble de leurs problèmes ainsi que de la suite à donner à leur mouvement. Une délégation du ministère de l'Enseignement organise dans la cour du lycée un débat dont est exclue la grande majorité des lycéennes et tous les lycéens et qui vise à «casser le mouvement» ainsi que l'avoue candidement un membre du F.L.N. présent à la tribune.*

Au cours de la discussion, lycéennes, enseignants et parents d'élèves protestent contre l'arbitraire du Ministère de l'Education et évoquent l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les lycéens tant au lycée que dans la vie courante. (voir compte rendu par ailleurs).

Pendant que se déroule cette «réunion», les lycéens et lycéennes, restés nombreux dans la rue, se dirigent vers le lycée de jeunes filles Aïcha (Hussein Dey) dont les élèves se joignent à eux après avoir obtenu, en affichant leur détermination, que les forces de police évacuent les issues qu'elles avaient bloquées.

Le cortège, à nouveau reformé, se dirige alors vers le lycée de garçons El Talabya, devant lequel sont déjà regroupés les lycéens d'El Idrissi (Place du 1er Mai) dont les élèves viennent grossir les rangs des manifestants.

Tous se dirigent alors, bloquant la circulation, vers le Ruisseau pour rejoindre le centre ville . Un barrage de police qui s'oppose au flot des lycéens en matraquant les jeunes gens du premier rang est forcé par le cortège. Deux jeunes filles et un jeune homme sont blessés par les policiers.

Les élèves du lycée technique du Ruisseau, sortis à la rencontre de leurs camarades, se joignent à la manifestation qui parcourt les quartiers de Kouba, Belcourt et du Ruisseau avant de se disperser.

Une partie des manifestants s'est dirigée vers le Ministère de l'Education, situé au Golf, pour exiger que le ministre vienne s'expliquer devant eux. La police disperse les manifestants à coups de matraques, après avoir vainement tenté de forcer un chauffeur de la R.S.T.A. à foncer dans la manifestation pour en provoquer l'éclatement.

Dans une interview diffusée le soir par la R.T.A., Kharoubi, Ministre de l'Education, recule et déclare que les rumeurs sont sans fondement. (Déclaration que rapporte El Moudjahid en première page).

Un tract de l'U.N.J.A., daté du 5 décembre, tente de minimiser la portée des mesures prises par le Ministère et va jusqu'à

→

ALGER :

LE FILM DES EVENEMENTS

→

affirmer que certaines d'entre elles sont dictées «par le souci de donner plus de chance de succès aux candidats». Ce tract fait état de négociations menées par l'U.N.J.A. avec le ministère le 3 décembre au nom des lycéens. Il appelle les lycéens à désigner leurs délégués à la réunion avec le ministre, décidée pour le 10 décembre. Fidèles à leurs pratiques de noyautage et de sabotage des luttes, les opportunistes de l'U.N.J.A., tout en prétendant soutenir un mouvement qu'ils ne peuvent pas contrôler, veulent le canaliser vers des «instances» qu'ils contrôlent pour mieux le récupérer.

6 décembre 1979 — *La grève continue dans tous les établissements mentionnés et touche ceux qui en étaient restés à l'écart (faute d'informations parfois).*
Des élèves de Chéragas rejoignent dès 9 heures le lycée Amara Rachid (Ben Aknoun) pour organiser une autre marche sur la ville.
A El Harrache, les lycéens, animés par la même intention, sont un moment bloqués par un barrage de police à la hauteur du quartier de Mohammedia (ex Lavigerie). Ils réussissent à forcer le barrage et à rejoindre l'avenue de l'A.L.N. où ils distribuent aux automobilistes des affichettes reproduisant certaines de leurs revendications. Les forces de répression interviennent, dispersent les lycéens et arrêtent certains d'entre eux sans ménagement.
De petits groupes de manifestants se reforment aussitôt. Certains tentent de rejoindre le ministère de l'Education pour y manifester leur mécontentement.

8 décembre 1979 — *La grève se poursuit dans tous les lycées d'Alger. Les élèves désignent des délégués pour assister à la réunion du lundi 10 décembre. Il faut signaler que, durant toute la journée, le lycée Amirouche à Tizi-Ouzou fut en grève. Les lycéens (au nombre de 500 environ) manifestèrent dans la ville. A Boufarik et Blida des lycées furent également en grève.*

9 décembre 1979 — *Le ministère de l'Education envoie un télégramme à tous les chefs d'établissement dans lequel il déclare que «ni la physique, ni la chimie, ni l'histoire ne seront incluses cette année aux épreuves du baccalauréat».*

11 décembre 1979 — *La réunion-débat qui devait avoir lieu en présence des ministres de l'Education et du Travail et des Affaires Sociales se déroule en la seule présence de leurs «délégués» qui sont envoyés pour faire des promesses et ne disposent d'aucun pouvoir de décision.*
Les lycéens, qui réalisent que les manœuvres conjuguées de l'U.N.J.A. et de l'administration n'avaient qu'un seul but, leur faire reprendre les cours et casser leur mouvement, reprennent la grève dans certains établissements.
Mais le mouvement a perdu de son ampleur et de sa force. Les cours reprennent dans plusieurs lycées.

12 décembre 1979 — *L'administration, qui sent que le flottement a gagné une partie du mouvement, menace d'expulsion les grévistes. Seuls les lycéens techniques de Lafarge et du Ruisseau, dont le baccalauréat, non reconnu par l'Enseignement supérieur, n'offre que peu de débouchés, continuent la grève. Les élèves exigent que leur diplôme soit reconnu et leur permette l'accès à l'Université.* ■

Témoignages :

Lycée Hassiba Ben Bouali, 8 h du matin. Garçons et filles se retrouvent devant l'entrée. A 8 h 30, trois inspecteurs généraux du ministère arrivent et pénètrent dans le lycée sous les huées. Une réunion est organisée avec l'administration du lycée, les professeurs et environ une centaine d'élèves internes, rentrés la veille. A la tribune, sont ainsi présents : les trois inspecteurs généraux du ministère de l'Education, la directrice du lycée, six membres de la *kasma* de Kouba (FLN), deux parents de l'association des parents d'élèves (deux autres étaient dans la salle).

La discussion s'engage.

Un inspecteur : *"Nous sommes là, envoyés par le ministre lui-même, pour entendre vos doléances. Nous ne sommes pas uniquement représentants du ministre, nous sommes aussi des pères de familles qui vivent vos problèmes. J'ai moi-même sept enfants, qui sont comme vous, et je sais que vous avez beaucoup de problèmes dans la poursuite de vos études. Si je dis que vous êtes une génération sacrifiée, le mot n'est pas trop fort. Mais, que voulez-vous, c'est la construction de notre pays qui le veut. Une révolution ne se fait pas en un jour, en dix ans ou même en vingt ans. Nous avons des faiblesses. On fait des erreurs, et c'est cela notre pays.*

Vous avez vu, nous avons été mal accueillis par vos camarades, mais nous sommes là pour dialoguer avec vous".

Un enseignant : *"Il n'y a ici que des internes et elles ne sont pas représentatives. Je propose que l'on fasse rentrer une délégation de terminales garçons du lycée Hamia et une délégation de terminales filles du lycée Hassiba".*

La directrice : *"Les élèves du lycée Hamia ne peuvent*

« Vous êtes une génération sacrifiée »

pas rentrer ici. Ils iront dans leur lycée".

Une élève : *"Vous avez peut-être des enfants, monsieur l'Inspecteur, mais il y a une chose que vous ne ressentez pas et que vous ne ressentirez pas parce que votre situation est faite. Ce que vous ne ressentirez pas, c'est ce sentiment d'inquiétude pour notre avenir. Nous sommes inquiètes, messieurs, quant à notre avenir".*

Une autre élève : *"On s'est mises en grève, mais ce n'est pas contre l'histoire et la géographie. On est contre la perturbation de nos études. L'an dernier, des classes étaient bilingues ; sur un coup de tête, vous les avez arabisées et les élèves de ces classes ne pourront jamais avoir le bac en arabe, puisqu'elles ont fait leurs études en français".*

Le président de l'association des parents d'élèves : *"En tant que président de l'association des parents d'élèves, je dis que nous en avons assez de l'improvisation. Nous voulons être partie prenante dans l'avenir de nos enfants. Nous voulons être présents au ministère et dans toutes les instances où il est question de l'enseignement de nos enfants, à l'APN et partout. Nous protestons contre ces méthodes improvisées. Nous demandons à messieurs les inspecteurs généraux – puisque ce sont eux qui sont responsables – de prendre des décisions très rapidement".*

La directrice : *"Pouvez-vous, messieurs les inspecteurs, informer les élèves sur l'arrêté du baccalauréat".*

Un inspecteur : *"En aucun cas les mesures prises ne concernent les actuelles terminales".*

Une élève : *"Si vous voulez mettre l'histoire et la géographie au bac, il faut alléger le programme. Le 8 juin, on va au bac composer dans neuf matières. Il faut alléger le programme ; et, de plus, nous voulons faire les deux sessions, comme cela se faisait auparavant".*

Un inspecteur : *"Nous sommes là pour les mesures urgentes ; si, maintenant, vous ramenez d'autres problèmes, on ne s'en sortira pas. Nous avons annulé les deux sessions, mais avec un rachat jusqu'à 8".*

Un professeur : *"Personnellement, je ne pense pas qu'il y ait problème. Les élèves ont suivi et suivent un cours d'histoire-géo, il n'y a pas de précipitation".*

Le président de l'association des parents d'élèves : *"Qu'on nous comprenne bien. Nous ne sommes pas contre l'histoire et la géographie. Mais il faut que les élèves se préparent, ne serait-ce que psychologiquement, à ces nouvelles matières qui feront partie du bac.*

De plus, en tant qu'association, nous avons constaté que les programmes sont trop surchargés. Si la décision de mettre des matières nouvelles a été prise, qu'on revienne sur cette décision. Il ne faut pas continuer à persévérer dans des erreurs qui sont reconnues. Qu'on mette fin au régime de l'improvisation. Nous ne pouvons considérer constamment nos enfants comme un champ d'expérience. Que les élèves soient consultés et les parents aussi".

Un inspecteur (en arabe) : *"L'enseignement dans notre pays est passé par trois étapes : l'indépendance, avec la période des moniteurs qui ont remplacé les instituteurs partis. La période après l'indépendance, et, maintenant, la période nouvelle, où, avec la charte nationale, nous voulons un citoyen conscient, instruit".*

Une élève : *"Monsieur l'Inspecteur, vous avez fait un historique de l'enseignement en Algérie et vous nous dites que nous voulons avoir maintenant un citoyen conscient et instruit. Pour avoir ça, il faut commencer par la base. Il ne faut pas attendre que les élèves arrivent en terminale pour dire : il faut être comme ci et comme ça, faire ceci et cela.*

Vous avez dit aussi, monsieur l'Inspecteur, que le ministère n'est jamais contre les élèves. Ce n'est pas vrai ! Comment expliquez-vous alors pourquoi, au bac 1977, le ministère a donné des sujets hors programme, ce qui a entraîné un échec désastreux au bac".

Un inspecteur : *"On n'est pas contre les élèves. Il y a une semaine, le ministre a réuni tous les inspecteurs généraux. Il nous a dit, sans aucune pression, que les élèves des terminales ne seront pas sanctionnés".*

Une élève : *"Vous dites que le ministère est toujours d'accord avec les lycéennes. Mais alors, pourquoi dit-on qu'il y a trop d'étudiants alors qu'on devrait dire : il y a peu d'étudiants, peu de locaux, peu de bibliothèques... On construit des usines ultra-modernes, on gaspille notre argent à droite et à gauche. Qu'est-ce qu'on a à faire de ces usines, lorsque nous, nous sommes délaissées. Je préfère qu'on me donne les conditions d'étudier, plutôt que les usines. Nous voulons étudier, nous voulons continuer nos études, pas être vidées, abandonnées après la terminale".*

Un professeur : *"Si je devais disserter sur l'éducation nationale, je parlerais pendant des jours et des jours. Les élèves et les parents d'élèves sont inquiets. Les lycéens ont manifesté leur mécontentement : le prétexte de ce mécontentement, c'est l'histoire et la géogrqphie au bac. Nous vous demandons, messieurs, car nous sommes partisans du calme, de publier rapidement une note qui nous tranquillise et tranquillise nos enfants".*

Un inspecteur : *"Nous sommes porteurs d'un message de monsieur le Ministre. D'abord, écouter vos doléances et puis vous informer de l'histoire et de la géographie ; nous discutons depuis l'an passé, mais à ce jour rien n'est décidé.*

Je prends note de ce que vous me dites et je demanderai à ce qu'il y ait une décision qui soit prise dans un sens ou dans l'autre avec toutes les implications".

Un parent d'élève (à côté de la tribune, probablement un membre de la *kasma* FLN de Kouba, car il semble bien connaître les membres du FLN de la tribune, qu'il consulte souvent) : *"D'où tout cela vient-il ? La fuite vient des professeurs d'histoire et de géographie. Messieurs, je viens de dehors et l'atmosphère est surchauffée. Pour* **casser le mouvement**, *il faut faire rentrer une partie des élèves. Jusqu'à présent, nous avons réussi à les maintenir, mais pourra-t-on continuer à le faire ?*

Aux élèves du lycée Hamia, j'ai dit que c'est une erreur et que les inspecteurs vont venir s'adresser à vous. Monsieur l'Inspecteur, est-ce que vous pouvez sortir pour leur parler ? C'est la seule solution pour les calmer".

L'Inspecteur : *"Vous connaissez les mouvements de foule. Nous ne pouvons pas venir parler à tout le monde".*

Un membre du FLN (Kouba) : *"On est en train de s'éterniser ici alors qu'il y a un mouvement dehors. Je propose que les élèves qui sont ici sortent et répètent à*

→

leurs camarades ce qui vient d'être dit. Et s'il y a d'autres élèves qui nous attendent au lycée Hamia, comme on vient de nous le dire, qu'on y aille."

Un autre membre du FLN : *"Le mouvement est manipulé de l'extérieur, il est noyauté".*

Un professeur : *"Même nous, en tant que professeurs, nous ne sommes jamais informés des décisions du ministère. Nous demandons des précisions sur cet arrêté".*

Un inspecteur : *"Encore une fois, je ne peux rien dire de plus. Je répète tout simplement que jusqu'à aujourd'hui, il n'y a aucune décision de prise".*

Le parent d'élève (membre du FLN de Kouba, sans doute) intervient à nouveau : *"Les élèves sont dehors avec des tas de voyous qui ne sont pas lycéens et qui sont venus parce qu'il y a des filles. Nous les avons retenus jusqu'à présent et protégés contre la police à laquelle nous avons demandé de rester calme. Mais les lycéens et lycéennes veulent descendre à Hussein-Dey. J'ai prévenu, surtout les filles, de ce qui peut leur arriver. D'abord la police va leur taper dessus ; ensuite, tous les voyous seront derrière elles. Je vous demande de laisser rentrer ici une délégation, pour les calmer.*

(Les inspecteurs consentent. Les élèves internes vont chercher une délégation. Trop tard, il est 9 h 30 et la foule de lycéens et lycéennes est partie à Hussein-Dey, aux lycées El-Talabia (garçons) et Aïcha (filles arabisantes) pour les décider à se joindre à la grève. La discussion reprend.)

Une élève : *"Cette introduction de l'histoire et de la géographie n'a été qu'un prétexte. C'est la goutte qui a fait déborder le vase. Nous avons d'autres problèmes, une multitude de problèmes. Quant à* **casser le mouvement**, *je ne pense pas que ces gens qui le disent pourront le faire".*

Un membre du FLN : *"Ce mot* **casser le mouvement** *a été mal perçu. S'il était dans notre intention de casser le mouvement, nous ne serions pas là à dialoguer avec vous. Nous vous avons, en tant qu'instance de Kouba, protégées contre la police. Si nous voulions casser quelque chose, nous vous aurions envoyé un bataillon de policiers et de l'armée dans les reins. Ce qui n'est pas tolérable, c'est qu'il y a des éléments étrangers parmi vous, des gens formés dans des cercles culturels étrangers, qui sont dans vos rangs et qui vous manipulent pour exploiter votre mouvement dans un but politique."*

Une élève : *"La grève que nous faisons n'est pas uniquement à cause de l'histoire-géo et pour les terminales. Ce que nous voulons prouver, c'est qu'on existe, qu'on prenne compte de notre existence ; qu'on n'est pas un champ d'expérience où vous pouvez faire ce que vous voulez. Hé bien, si vous voulez envoyer les flics, envoyez-les. Nous avons le droit de nous défendre ! ".*

Une autre élève : *"Monsieur l'Inspecteur, vous affirmez que, jusqu'à présent, il n'y a rien de décidé au ministère. Nous, on ne vous croit pas. On n'est pas convaincu, tant qu'il n'y a rien d'officiel".*

Une autre élève, encore : *"Pourquoi ne voulez-vous pas faire deux sessions au bac ? ".*

La directrice de *Hassiba* : *"En grande partie, nous dépendons de la coopération et les professeurs ne sont pas disponibles en septembre pour corriger les copies. C'est pourquoi cette session a été supprimée. Cependant, le rachat se fait jusqu'à 8, à la vue du carnet scolaire".*

Un membre du FLN : *"Il y a une agitation qui vient de l'extérieur. Les coopérants viennent ici parce qu'il y a des aspects matériels. Un petit instituteur de campagne en France qui se retrouve à Hassiba, c'est une aubaine pour lui.*

Lorsque je dis qu'il y a un mouvement qui vient de l'extérieur, c'est que ça vient d'eux. Votre mouvement est téléguidé par eux. Eux, ils racontent aux enseignants algériens qu'il y a histoire-géo au bac. Les Algériens le prennent pour argent comptant et le rejettent aux élèves et le mouvement se déclenche. Il faut que les enseignants algériens se hissent au niveau de leurs responsabilités".

Un inspecteur : *"Nous ne devons pas faire de différence entre les enseignants, et je le dis surtout aux élèves. Tous les enseignants sont là pour transmettre un savoir que nous avons défini dans un programme. Nous manquons d'enseignants algériens, malgré tous les efforts que nous faisons. Nous avons encore besoin de coopérants, qui viennent à notre demande".*

Un professeur algérien : *"Le membre de la kasma de Kouba a attaqué les enseignants algériens à qui il demande de se hisser à la hauteur de leurs responsabilités, comme si nous étions les responsables de la situation...".*

Le membre du FLN en question, qui interrompt le professeur : *"Je veux faire une mise au point. Je n'ai pas attaqué le corps enseignant dans son ensemble. J'ai tout simplement dit que certains enseignants disent aux élèves qu'ils ont histoire-géo au bac. Que ces enseignants ne se laissent pas manipuler par des ouï-dire ! ".*

Un parent d'élève : *"Comment voulez-vous que nos enfants travaillent lorsqu'ils habitent à 4 ou 5 personnes dans une pièce... ? ".*

Un membre du FLN qui interrompt brutalement le parent : *"Nous sommes là pour parler des problèmes des étudiants. Le problème du logement est un problème national ! ".*

(Mouvements de protestation chez les élèves qui crient: *"Laissez parler le parent d'élève ! Le problème du logement, c'est aussi notre problème ! ".* La discussion reprend.)

Une élève : *"La qualité de nos enseignants n'est pas toujours bonne. Il y en a qui arrivent avec des feuilles et qui ne font que dicter sans expliquer".*

Une autre élève : *"L'histoire et la géographie ne sont pas considérées en Algérie. C'est pourtant, en dehors des problèmes du bac, très important pour la formation humaine. Pourquoi ces deux matières sont-elles jusqu'à présent déconsidérées en Algérie ? ".*

La directrice : *"Je crois, et c'est le souhait des élèves et des professeurs, qu'il faut alléger les programmes".*

Un parent d'élève (membre également du FLN, sans doute) : *"Je parle en tant que parent d'élève. Nous savons qu'il y a des problèmes au niveau des étudiants, mais croyez-vous que la grève et la rue règleront ces problèmes ? Non ! Ecrivez des lettres, envoyez des délégations... ! ".*

(Il est fortement hué par toutes les élèves.)

Un membre du FLN (à côté de lui vient de s'asseoir un militaire, envoyé sans doute par le chef de secteur. C'est un lieutenant. Il prend des notes) : *"Je voudrais souligner qu'il n'y a pas de grève. Il y a seulement un mouvement. Il ne faut pas lui donner une autre portée, car, à partir du moment où l'on parle de grève, on donne au mouvement une portée politique".*

Un inspecteur : *"Je me félicite de ces débats et de votre maturité. Nous ferons part au ministre de toutes vos suggestions".* (La séance est levée. Il est 11 h 25.)

LES LYCEENS EN GREVE – suite page 21

CONSTANTINE :

LE FILM DES EVENEMENTS

17 décembre 1979 — *Manifestation des lycéens de Ben Badis : une marche en direction de la ville a été organisée avec banderoles. Le mot d'ordre est : «arabisation des administrations».*
Un barrage de CNS [illegible] niveau du stade Benabdelmalek [illegible] che des lycéens était pacifique) ; les CNS ont chargé la manifestation avec sauvagerie. Le cortège a été dispersé. Des dizaines de lycéens ont été arrêtés. Quant aux lycéens restés à Ben Badis, ils ont été pourchassés par la police qui a envahi le lycée.
Au même moment, une autre manifestation a eu lieu à Sidi Mabrouk. La répression s'est abattue avec la même violence (lycée Tarik Ibn Ziad, Zighout Youcef). La police a matraqué les éléves dans les lycées. Plusieurs lycéens ont été grièvement blessés. Les lycéens francophones se sont portés solidaires du mouvement.
L'après-midi, c'était l'accalmie.

18 décembre 1979 — *Grève générale dans tous les lycées de Constantine (Réda Houhou, Houria, Hihi Lmeki,...).*
Des délégations de l'UNJA rendent visite aux lycéens ; elles sont violemment prises à parti.
Sidi Mabrouk : manifestation de Zighout Youcef et de Tarik Ibn Ziad. Il y a affrontement entre les lycéens et les CNS. Les lycéens se défendent par jets de pierres. Plusieurs [illegible]ntre eux sont blessés ; il y aurait eu un mort.

19 décembre 1979 — *A Sidi Mabrouk, dès 8 h du matin, des manifestations sont organisées. Des affrontements sanglants ont eu lieu entre les lycéens et les CNS. Des collégiens et des écoliers prennent part à la manifestation. Des établissements sont saccagés. Les CNS tirent en l'air. Des camions spéciaux aspergent les manifestants de jets d'eau. Des bombes lacrymogènes sont lancées. Plusieurs lycéens sont grièvement blessés.*
Dans le reste de la ville, c'est le calme. Le matin, les policiers bloquent toutes les artères de la ville (avec des chiens). On signale des emprisonnements de lycéens.
Vers 14 h, le calme revient.

20 décembre 1979 — *Lycées, collèges et écoles sont en grève. A Sidi Mabrouk, les manifestations reprennent. Les habitants des quartiers, les parents d'élèves font partie, cette fois-ci, des manifestations. Sidi Mabrouk est encadré par les CNS. On signale des manœuvres de blindés. Un affrontement sanglant a eu lieu entre lycéens, collégiens et forces de répression. Il dure jusqu'en fin d'après-midi.*
Les vacances d'hiver qui devaient commencer à partir du 24 sont rapprochées ; les lycéens sont libérés dès le 20. Les internes rentrent chez eux.

Quelques opinions sur la grève des lycéens de Constantine

Une femme dans la rue :

Elle aborde le groupe de lycéens pour leur dire : *"Moi, je suis d'accord. Ma fille a eu son BEM en arabe : elle est à la maison. Pas d'institut, pas de travail... même à la poste ! ".*

Un employé de l'académie, avec un groupe de lycéennes :

Il aborde le groupe de jeunes filles et leur demande : *"Pourquoi faites-vous grève ? ".*

Une lycéenne : *"Parce que nous sommes arabisantes et que nous ne savons pas ce que nous allons devenir à la sortie du lycée ou de la fac".*

— Oui, mais pour cela vous proposez l'arabisation de l'administration et pour moi ça veut dire chômage (pour lui en tant que francisant). *Et moi, j'ai des enfants !*

— Mais enfin, vous savez ce que c'est, les sections arabophones ? Vous avez des enfants, non ?

— J'ai deux filles au lycée qui devaient être en section arabophone, mais j'ai tout fait pour les mettre en section bilingue.

— Vous voyez bien qu'on a raison ! Et celui qui ne peut faire changer ses enfants de section ?

— Je ne sais pas. Tant pis !

Une enseignante (francisante), mère de famille :

"Cette grève me semble valable, bien que le mot d'ordre "arabisation de l'administration" *me gêne. Le problème des arabisés existe. Dans mes classes, la différence est très nette au niveau culturel, information, aptitudes à réfléchir. Ça vient peut-être du type d'enseignants qu'ils ont eu. C'est vrai qu'aujourd'hui, à la fin de leurs études, ils* (les arabisants) *n'ont pas de débouchés. C'est vrai, qu'exclus des lycées, CEM, etc... ils ne trouvent pas de travail.*

D'autre part, dans le primaire, l'orientation vers les sections bilingues et arabisées ne repose sur aucun critère précis. Ceux qui peuvent intervenir auprès du directeur d'école, de l'académie arrivent à envoyer leurs enfants en sections bilingues. Les autres, en réunions de parents d'élèves, râlent mais ne peuvent rien faire. On arrive aujourd'hui à avoir en section bilingue des enfants d'un milieu social aisé et en section arabisée des enfants de milieu souvent très modeste.

Il me semble que derrière cette distinction bilingues-arabisés, il y a aujourd'hui une distinction de classes. Et la solution, je ne sais pas s'il n'est pas trop tard pour en trouver ! ".

→

Vive la lutte des lycéens

Un large mouvement de grève secoue actuellement les Universités d'Alger, de Constantine... les lycées de Ben-Badis, de Zighout-Youcef...

Lundi 17 décembre, des centaines de lycéens sont descendus dans la rue aux cris de : *"Arabisation de l'Administration ! "*.

Une répression féroce, aveugle, inhumaine s'abattit sur les jeunes. Des policiers casqués, armés de matraques, les pourchassèrent durant toute la matinée. Des centaines de jeunes furent arrêtés et transférés au commissariat central, où ils sont encore. Mais cela n'a pas brisé la détermination des lycéens. LA GREVE SE POURSUIT !

Pourquoi les étudiants sont-ils en grève ? Pourquoi les lycéens manifestent-ils ? *"Pour l'arabisation de l'Administration"*. Sous ce mot d'ordre se cache une aspiration profonde des jeunes : le droit à des débouchés ! le droit au travail pour tous ! le droit de participer aux décisions qui les concernent ! Tel est le sens de notre lutte.

Le *chômage* tend à se généraliser dans notre pays, jusqu'à menacer même les jeunes diplômés. Si une masse plus grande d'Algériens est condamnée à vivre en marge de la société, ce n'est pas, comme le prétendent le pouvoir et ses plumitifs, parce que les Algériens sont fainéants. La politique économique de Boumedienne, basée sur une industrialisation à haute technologie, sacrifiant l'agriculture et la petite production, crée très peu d'emplois. Chaque année, ce sont des milliers de jeunes qui viennent grossir la masse des sans-emploi. Et, depuis deux ans, ce phénomène touche aussi les jeunes diplômés. Qu'elle ait pour langue officielle l'arabe ou le français, l'économie algérienne n'est pas en état de satisfaire les besoins élémentaires de toût Algérien.

"LE DROIT AU TRAVAIL" concerne les jeunes diplômés arabisants ou francisants, les jeunes renvoyés des écoles comme les sans-travail.

En revendiquant l'arabisation et non la *"fin du chômage"* les lycéens s'isolent et isolent leur mouvement. Ils placent leurs camarades francisants dans une position délicate qui les condamne au silence, sinon à l'hostilité. Car, ni les uns, ni les autres ne sont responsables de cette situation. C'est la politique du pouvoir qui divise les Algériens en arabisants et francisants.

"Le droit au travail pour tous", tel est le mot d'ordre juste ! Il est juste parce qu'il est une base d'unification de tous les *"sans-travail"* et de tous les jeunes menacés par le fléau du chômage.

Seul un mouvement large et uni est en mesure de s'attirer la sympathie générale et de constituer un puissant coup de poing contre la politique du régime.

Mais, au-delà de son aspect social, la lutte des lycéens pose un problème politique de fond, celui du droit des citoyens à décider des orientations politiques et culturelles du pays. Jusqu'à présent, les Algériens n'ont jamais été consultés démocratiquement sur la question de *"la langue nationale"*, ni sur la politique d'enseignement, pas plus que sur quoi que ce soit d'autre, d'ailleurs.

Le régime algérien : c'est la minorité qui décide pour la majorité, quitte à faire entériner ce choix par des élections truquées.

Nous voulons un débat démocratique. Un véritable débat démocratique, en dehors de tous les cadres institués, est seul en mesure de mettre fin aux manipulations de coulisses, aux arrangements entre clans, aux agissements par tel ou tel groupe interposé ; autant de techniques caractéristiques des mœurs politiques algériennes.

Un débat démocratique est seul en mesure de mettre fin au développement de certaines forces fascisantes, qui sous couvert de l'Islam, propagent une idéologie petite-bourgeoise inspirée des pires régimes dictatoriaux. Ces forces obscurantistes agissent principalement dans les milieux de jeunes.

Le *Parti de la Révolution Socialiste* soutient la lutte des lycéens. Il lance un appel aux *écoliers, aux collégiens, aux étudiants, aux sans-travail pour descendre dans la rue et exiger :*

- La libération des lycéens emprisonnés et la cessation des poursuites judiciaires.
- Le droit au travail pour tous.
- L'instauration immédiate d'un débat démocratique avec garantie sans limite de la liberté d'expression, garantie de publication et d'affichage.

VIVE LA LUTTE DES LYCEENS
VIVE LA DEMOCRATIE

Constantine, le 18 décembre 1979

QUELQUES OPINIONS SUR LA GREVE DE CONSTANTINE

→ (suite)

Un lycéen (bilingue)

"Je suis contre la grève, parce que pour moi, ce n'est pas le meilleur moyen. Pourquoi ne pas discuter ? Après tout, on peut nous reprocher de ne jamais en avoir parlé. On n'a pas le droit de faire grève ! ".

Un lycéen (en grève)

"Certains d'entre nous risquent d'être exclus. Nous ne voulons pas former de délégation, car s'ils ont eu le culot de choisir arbitrairement des "meneurs", *ils auront le culot d'exclure aussi les membres de la délégation.*

Ils ne veulent pas reconnaître que la grève touche l'ensemble des lycéens".

APC:

A quoi servent les électeurs ?

Le 7 décembre 1979, ont eu lieu – avec neuf mois de retard sur le calendrier initial – les élections aux sièges des APC.

A lire les organes de presse officiels, ce renouvellement des APC a eu lieu sous le signe du contrôle absolu du parti du FLN, à tous les niveaux de la préparation et du déroulement, depuis la sélection des candidats jusqu'au dépouillement, en passant par l'organisation matérielle. Seul à élaborer les mots d'ordre, le parti unique a été le seul, effectivement, à décerner les blâmes et à tirer les conclusions.

Une fois de plus, 73 % des Algériens (chiffre officiel) auraient voté ; et cette fois-ci encore, ils auraient contribué à mettre *"l'homme qu'il faut à la place qu'il faut"*, aidés pour ce faire par les choix judicieux des membres du comité central, mobilisés pour la circonstance, et par le système ingénieux et tant éprouvé de la double liste.

Rien de nouveau, donc, qu'on ne connaisse déjà : c'est la continuité... Mais, ne nous y trompons pas, la réalité a été toute autre.

En ce qui concerne l'élection proprement dite, on admet volontiers qu'elle ait respecté l'esprit de continuité, si cher aux dirigeants actuels, puisqu'il n'y eut que la traditionnelle mascarade avec ses habituels bourrages des urnes, ses morts qui votent pour les vivants, ses tractations pré-électorales et, malgré tout, ses taux d'abstention records, en particulier dans les grandes villes.

Mais si l'opération elle-même n'apporte rien de nouveau, la campagne qui l'a précédée révèle par contre certains changements dans le comportement des clans et des *"autorités locales"*, donnant ainsi une image moins uniforme et moins simpliste de la situation politique au niveau communal.

Dans les grandes villes, les candidats proposés par le FLN étaient pratiquement inconnus des électeurs, d'où une très forte abstention – plus forte que celle de la précédente *consultation électorale* – par laquelle les citoyens ont exprimé leur refus d'entériner un choix déjà fait.

Par contre, dans les villages et dans les petites villes, on a observé un relatif intérêt pour ces élections, qui ont eu lieu après la campagne d'*assainissement* qui devait démasquer les responsables locaux jugés non intègres.

Cette campagne, très vite arrêtée, on s'en souvient, n'aura fait que deux ou trois victimes (dont les présidents d'APC de Boudouaou et de Ouled El-Alleug). Mais elle a encouragé les clans (administration, grandes familles maraboutiques, propriétaires terriens), les clientèles diverses (comme celles de hauts responsables régionaux), à briguer les postes de conseillers en s'opposant ouvertement parfois aux responsables en place depuis 5 ou 9 ans, ou bien en négociant avec eux le nombre de postes à s'attribuer.

En établissant la double liste des candidats, les autorités locales ont entériné, en général, le rapport de force ainsi défini, puisque dans la plupart des cas ces instances (et en particulier les *kasmates* du FLN) ne sont qu'un assemblage, inavoué mais réel, de ces différents groupes d'intérêts.

Il est arrivé aussi qu'une intervention énergique, extérieure aux *"structures locales"* (wali, chef de région militaire), réussisse à imposer un candidat *"sans étiquette"* si ce n'est celle de son puissant protecteur.

D'où le caractère apparemment incohérent des choix qui ont été faits : dans tel village, un président, régnant depuis huit ans déjà, est maintenu à son poste, contre l'avis des électeurs ; dans tel autre, les autorités, tenant compte à la fois du mécontentement des citoyens et des exigences des factions, éliminent un président trop corrompu, le désignent à un poste de wilaya pour satisfaire une première faction et le remplacent par le candidat d'une faction rivale. De quoi alimenter les frictions et donner matière à des *chicayates* sans fin ! Ce qui oblige Chadli à mettre en garde ceux qui interviennent trop ouvertement, leur recommandant de *"respecter la volonté populaire"**.

En tout état de cause, lorsque les électeurs se présentent aux urnes, les choix sont donc déjà faits depuis longtemps ; mais on ne peut pas dire pour autant que leur participation a été dans tous les cas un simple vernis pour légaliser ces choix. C'est, en fait, l'expression, un peu tardive, de l'appui de chaque clientèle à son groupe.

Ainsi sera officialisé, pour une certaine période, le rapport de force local qui, tout en reflétant, mais de loin, les divisions et les contradictions du sommet, apparaît beaucoup plus comme l'expression des clivages sociaux traditionnels, *"perturbés"* depuis une décennie par l'apparition et le renforcement des nouvelles couches issues des appareils et des institutions du pouvoir (FLN, administration, entreprises d'Etat).

Dans ce contexte, le centralisme n'a plus son efficacité – déjà relative – des années soixante. Il se heurte de plus en plus à des intérêts locaux qui se sont déjà exprimés à l'occasion de l'application de la *révolution agraire* et qui utilisent de plus en plus les structures en place (APW et APC) pour renforcer leur pouvoir local.

Il n'est donc pas étonnant que le pouvoir, malgré ses divisions, préfère composer avec eux au lieu de les affronter. Après tout, ces intérêts locaux sont garants de l'ordre et réussissent, mieux que lui, à mobiliser un certain nombre de citoyens sur des problèmes qui ne remettent en cause ni les fondements, ni la politique, ni les méthodes de gouvernement de ce pouvoir.

---

* Discours de Chadli aux walis, le 15 janvier 1980.

25 septembre 1979 — *Alors que la rentrée n'est pas encore complètement assurée, une centaine d'étudiants (sur les quelque 1 800 que compte le centre [illegible]Ouzou), réunis par le F.L.N., désig[illegible]omité provisoire» censé repré[illegible]semble des étudiants. Le respo[illegible]ce comité est un fonctionnaire du [illegible]étudiant en droit, qui, bien que ne suivant pas les cours, bénéficie de sessions spéciales d'examen.*

Début octobre — *Les problèmes liés à la pédagogie et au logement se posent gravement ; devant l'incurie du comité provisoire, des groupes d'étudiants commencent à soulever les problèmes.*

15 octobre 1979 — *En présence du directeur du C.O.U.S. (Centre des Oeuvres Universitaires et Scolaires), une assemblée générale réunit les étudiants du centre universitaire qui mettent en cause la représentativité du «comité provisoire» et élisent démocratiquement une délégation chargée de contacter les autorités universitaires et locales (wali) pour débattre des problèmes. Cette délégation est récusée par les partisans du «comité provisoire» sous prétexte qu'elle «n'a pas été installée par le F.L.N.».*

17 octobre 1979 — *Comme la délégation n'a pas été reçue par les autorités locales, (le directeur du C.O.U.S., membre du F.L.N., ne veut discuter qu'avec le «comité provisoire»), une nouvelle assemblée générale se prononce pour la grève et mandate la délégation étudiante pour aller poser les problèmes à Alger au ministère de l'enseignement supérieur.*
A noter que les filles de la cité universitaire ont également essuyé un échec dans leur tentative pour faire reconnaître leur comité, pourtant démocratiquement élu.

21 octobre 1979 — *La délégation, de retour d'Alger, rend compte de ses démarches. Elle n'a pas été reçue par le ministre, mais par un haut fonctionnaire qui a assuré qu'une équipe du ministère se rendrait sur place à Tizi-Ouzou pour étudier les problèmes des étudiants.*
Deux pétitions sont signées par une majorité d'étudiants :
— l'une pour réaffirmer la représentativité de la délégation étudiante,
— l'autre pour réclamer la démission du directeur du C.O.U.S. (qui déploie une grande activité pour repérer les meneurs et les signaler au parti du F.L.N. et à la police).
La grève est reconduite dans l'attente de l'arrivée des fonctionnaires du ministère. Des policiers en civil sillonnent l'université, faisant courir le bruit d'une «manipulation des berbéristes» et d'une «grève politique».

27 octobre 1979 — *A 20 heures, les étudiants sont réunis pour attendre l'arrivée des délé-*

→

centre universitaire

un mois

Alors que la situation semblait bloquée par l'attitude fermée des autorités universitaires et locales, la grève du centre universitaire de Tizi-Ouzou s'est tout de même achevée en cette mi-novembre par la reconnaissance de la délégation élue par les étudiants. Les cours ont repris après près d'un mois d'interruption sur l'assurance que les problèmes posés allaient être réglés. Problèmes d'ordre pédagogique d'abord : manque de salles de travail, insuffisance de la bibliothèque, pénurie d'enseignants, notamment dans les modules obligatoires, polycopiés inexistants dans certains instituts. Mais aussi problèmes dits *"sociaux"* : absence de foyers, transports et restauration insuffisants et surtout grosses difficultés de logement pour les garçons logés à 4 par chambre, quand ils ne sont pas — c'est le cas de plusieurs dizaines d'entre eux — purement et simplement à la rue, alors même que des chambres sont libres à la cité des filles (situation qui explique la revendication de la mixité avancée par les étudiants).

Cette grève est exemplaire à bien des égards. D'abord par son issue : les étudiants ont tenu bon, et si, à certains moments, notamment à la veille de l'*aïd*, un certain flottement est apparu, les appels à la mobilisation et à l'esprit d'initiative lancés par les éléments les plus dynamiques ont quand même été entendus par la majorité malgré l'utilisation par les agents du pouvoir de méthodes indignes : intimidations policières, calomnies (les étudiants ont été accusés de collusion avec le Maroc, de faire une grève *"berbériste"* etc...), menaces d'envoi au service national ou de fermeture du centre (ce qui aurait compromis le semestre), lettres anonymes aux familles des étudiantes les informant que leurs

de Tizi-Ouzou de grève

filles étaient absentes, etc...

Exemplaire, la grève l'a été aussi par son déroulement. Après avoir épuisé toutes les initiatives de dialogue avec les autorités, le mouvement s'est durci au point de déboucher sur une grève réellement active : piquets de grève massifs et occupation du Centre. En répondant par une action de plus en plus ferme à l'attitude bornée des autorités, les étudiants ont gagné, à la faveur, il est vrai, d'une initiative des enseignants.

Du côté des autorités – recteur, directeur du COUS, wali, commissaire du FLN – tout semble indiquer qu'ils ont vécu la situation comme une véritable épreuve de force : la grève a été ressentie comme un grand coup porté à l'image de marque qu'ils voulaient donner de la région, celle d'une wilaya qui aurait *"réussi"*. Celà d'autant plus qu'en 3 ans d'existence, le centre universitaire, présenté partout comme un modèle, a déjà connu 3 grèves.

Si on rapproche de ces événements la grève de l'usine textile de Draa-Ben-Khedda, on comprend que les autorités soient inquiètes pour leur image de marque. A cela s'ajoutent bien sûr les ambitions personnelles des uns et des autres ; en particulier le directeur du centre universitaire et ses adjoints qui auraient bien voulu faire un exemple, surtout au moment où, dans d'autres villes (Constantine, Sétif, Tlemcen, Batna, Mostaganem), leurs collègues connaissent les mêmes difficultés.

Il est intéressant de noter que, selon certaines rumeurs, la direction nationale de l'UNJA serait intervenue pour faciliter les démarches à Alger de la délégation des étudiants grévistes, alors que les autorités, à Tizi-Ouzou, ont été soutenues par les responsables locaux de l'UNJA.

→

gués du ministère qui doivent rencontrer la délégation étudiante. En vain, car personne n'est venu.
Explication : le Wali et le C.N.P. (commissaire National du Parti) de Tizi-Ouzou ont intercepté les envoyés du ministère et les ont renvoyés à Alger en les assurant qu'ils pouvaient régler le problème seuls.
La grève est donc reconduite.

28 octobre 1979 – *Le recteur fait courir le bruit que le centre universitaire risque d'être fermé, ce qui compromettrait le 1er semestre d'études de cette année.*
Tout le monde considère alors que le retour du congé de l'Aïd el Kebir sera décisif pour la poursuite du mouvement.

3 novembre 1979 – *Rentrée de l'Aïd. Des rumeurs circulent sur la fermeture des centres universitaires de Tlemcen, Sétif et Constantine. A 14 heures, assemblée générale avec seulement le tiers des étudiants. Le «comité provisoire» pense pouvoir en profiter. Il propose la reprise des cours en signe de bonne volonté et pour ne pas faire le jeu de la «réaction marocaine» et des «berbéristes». A noter qu'un tract diffusé de nuit par la wilaya dénonce – dans sa version arabe – les liens des «meneurs» avec la «réaction et les fascistes marocains».*
Ces manoeuvres n'empêchent pas les étudiants de faire un bilan : 15 jours de grève et toujours pas de possibilité de dialogue. Les plus dynamiques proposent de durcir le mouvement en établissant des piquets de grève et en occupant les locaux. L'assemblée générale se termine de façon houleuse, mais la majorité se prononce quand même pour l'établissement des piquets.

4 novembre 1979 – *Malgré la réduction du nombre de bus entre les cités et l'université des piquets de grève sont installés.*
Des briseurs de grèves envoyés par le F.L.N. tentent de les forcer. Ils n'y réussissent cependant qu'à l'Institut de Droit.
Pour éviter l'occupation, les responsables administratifs quittent leurs bureaux et les ferment à clé.

A noter que des divergences apparaissent alors entre le recteur et le directeur du C.O.U.S. Ce dernier ne veut reconnaître aucun problème matériel et propose l'expulsion des perturbateurs dont il dit avoir la liste des noms. Le recteur se déclare dans le même temps prêt à discuter avec toute délégation «quelle qu'en soit la couleur».

6 novembre 1979 – *A 22 heures, réunion entre la wilaya, le commissaire national du F.L.N., le directeur du C.O.U.S. et la délégation des étudiants qui est ainsi reçue, officieusement, pour la première fois. Cette entrevue donne lieu à un dialogue de sourds : les autorités, avant de se retirer, se contentent de rappeler qu'elles exigent la reprise des cours avant toute négociation et qu'el-*

UN MOIS DE GREVE

LE FILM DES EVENEMENTS

les ne discuteront qu'avec des délégués de l'U.N.J.A.

7 novembre 1979 — *14 heures, invasion des deux centres de Hasnaoua et Oued Aissi par quelque 300 militants du F.L.N. (pour la plupart cadres et agents administratifs) pour assurer «la liberté des cours». Cette intervention a pour effet de resserrer les rangs des étudiants. Même ceux qui étaient favorables à la reprise des cours ne veulent plus rentrer en présence «d'éléments extérieurs». A noter qu'au cours des discussions entre les étudiants des piquets de grève et les militants du F.L.N., beaucoup de ces derniers déclarent être mal informés des événements.*

10 novembre 1979 — *Assemblée générale des étudiants anarchique et houleuse. Un fort courant semble être favorable à une reprise des cours qui n'est pourtant pas votée.*

11 novembre 1979 — *14 heures. Malgré des difficultés de circulation de l'information (affiches arrachées), 70 enseignants environ arrivent à se réunir pour débattre du problème de la grève des étudiants. Une délégation de ceux-ci les informe de l'évolution de la situation. Deux enseignants, membres du F.L.N., tentent de torpiller la réunion en invoquant son caractère illégal et anti-F.L.N.. D'autres enseignants, jouant double jeu, téléphonent aux autorités pour les informer de l'évolution des débats.*

En fin d'après-midi, on commence à raconter que certains enseignants, qualifiés de meneurs, seraient animés d'arrière-pensées politiques. Ces rumeurs prétendent aussi expliquer la durée de la grève des étudiants par la présence à sa direction d'assistants gauchistes, pro-berbéristes et même «marxistes-berbéristes». On reproche encore aux enseignants de s'être réunis en présence de leurs collègues étrangers.

12 novembre 1979 — *10 heures. Une délégation d'enseignants, porteurs d'une pétition signée par quelques dizaines de leurs collègues, proteste auprès du recteur contre les accusations diffamatoires prononcées contre eux. On décide, pour l'après-midi, une réunion d'explication, pour démentir les propos calomnieux du directeur du C.O.U.S. ; ce dernier est en outre accusé par les filles de la cité universitaire d'avoir eu un comportement obscène. Le recteur promet, par ailleurs, de recevoir la délégation des étudiants en présence des enseignants. 14 heures 30. Malgré les manœuvres de diversion des militants du F.L.N., les enseignants se réunissent et signent un procès verbal dans lequel ils se prononcent pour l'ouverture du dialogue avec la délégation élue démocratiquement par les étudiants. 17 heures. Réunion avec la délégation des étudiants où les «bons-offices» des enseignants sont acceptés. Le recteur et le directeur du C.O.U.S. se rétractent à propos de leurs déclarations calomnieuses envers les enseignants et reconnaissent officieusement la délégation étudiante. La reprise des cours est décidée pour le lendemain 13 novembre.*

13 novembre 1979 — *Dans la matinée, les étudiants réunis en assemblée générale sont informés des événements de la veille. A 14 heures, la reprise des cours est effective.*

15 novembre 1979 — *Les étudiants fêtent massivement ce qu'ils considèrent comme une victoire : la reconnaissance de leur délégation.*

PROJET DE PROGRAMME DE REVENDICATION D'UN COLLECTIF D'ETUDIANTS DES SCIENCES ECONOMIQUES A PRESENTER EN AG

PREAMBULE

Chaque année nous constatons que les conditions dans lesquelles nous étudions empirent. Les problèmes s'accumulent et ne trouvent pas de solutions, ou, lorsque celles-ci sont trouvées, c'est sur le dos des étudiants.

Nous en avons assez. Nous pensons que seule notre intervention effective et unitaire est à même de résoudre les problèmes que nous vivons. Nous sommes convaincus que la résolution de nos problèmes passe par une lutte de l'ensemble des étudiants :

— pour une solution immédiate des problèmes les plus cruciaux ;

— pour une organisation démocratique des étudiants à même de mener la lutte continue pour solutionner les problèmes de fond dans l'intérêt de notre peuple et du mouvement étudiant.

NOS PROBLEMES ET NOS REVENDICATIONS

Tout le monde s'accorde pour dire que les conditions de vie et de travail des étudiants laissent à désirer. Mais jusqu'à présent rien de positif n'est fait pour un redressement pourtant indispensable. Au contraire, la situation s'aggrave tant au plan social que pédagogique. Ainsi l'aggravation de la sélection tant au niveau du bac qu'au niveau des cycles universitaires, loin d'être une solution, ne fait que doubler nos problèmes (en portant) atteinte de plus en plus intolérable à la démocratisation de l'enseignement.

L'origine des problèmes est pourtant claire pour tous les étudiants et pour beaucoup d'enseignants.

A — Les problèmes pédagogiques

L'enseignement qui nous est dispensé est caractérisé par :

1. Un manque de complémentarité et de coordination des cours qui se traduit par des redites, des cours auxquels nous ne sommes pas préparés...

Nous exigeons :

— l'élaboration d'un programme de formation par les enseignants avec la participation des étudiants et des représentants des sociétés nationales où nous serons amenés à travailler à la fin de nos études ;

— le respect du programme par les enseignants.

2. Un manque flagrant de préparation des cours par beaucoup d'enseignants dont la compétence est parfois très discutable.

Nous exigeons :

— la publication des polycopiés de tous les cours au début de chaque année ;

— la suppression de la dictée ;

— l'organisation périodique de séminaires concernant les différents cours.

3. Organiser des modules d'arabe pour francophones tels que ces modules soient fréquentés par les étudiants (ex. pas le jeudi soir).

4. Une lourdeur de l'enseignement caractérisée par une surabondance de modules et une amputation d'une moitié des semestres par les retards de démarrage des cours et T.D.

Nous exigeons :

— le démarrage de l'année universitaire à la date officielle ;

— l'allègement du programme ;

— l'adaptation des cours aux besoins du pays.

Problèmes spécifiques aux arabophones

La division des étudiants en arabophones, francophones a été artificiellement créée et n'arrange ni les intérêts du pays ni ceux du mouvement étudiant. Nous voulons lutter pour :

— une arabisation progressive et conforme aux aspirations

(suite page 38) ——→

Le mouvement des étudiants arabophones

Le mouvement de grève des étudiants arabophones, qui a commencé au courant du mois de novembre 1979 à Alger, s'est généralisé à l'ensemble des filières arabophones des principales universités du pays. Début janvier, à l'heure où nous mettons sous presse, ce mouvement continue.

La grève des cours a débuté vers la mi-novembre à l'ISPI (Institut des Sciences Politiques et de l'Information) à Alger. Ce mouvement est lancé par les candidats arabophones au magister (une soixantaine). Ces étudiants refusent le principe du concours d'accès au magister (l'administration a fixé à 30 le nombre de candidats à retenir) et décident le boycott de l'examen d'admission. Quelques jours après, le mouvement de boycott des cours touche tous les étudiants de l'ISPI tant arabophones que francophones (à l'exception de ceux du magister "francophone"). Le mot d'ordre de grève est largement suivi.

Les revendications des étudiants arabophones concernent principalement les problèmes de débouchés auxquels ils sont confrontés. Ils exigent aussi l'arabisation de l'administration et de l'enseignement dans sa totalité. Par contre, les étudiants francophones se sont mobilisés essentiellement autour de leurs problèmes de locaux (ceux-ci sont, en effet, éparpillés entre Ben Aknoun et le centre-ville, ce qui entraîne, pour ces étudiants, d'interminables déplacements). Les étudiants francophones vont très vite cesser leur grève après avoir reçu la promesse du ministère de l'enseignement supérieur d'affecter à l'ISPI de nouveaux locaux, à la rentrée du second semestre.

Dans le même temps, les étudiants arabophones de l'ISPI poursuivent leur mouvement de grève. Ce dernier va, très rapidement, se propager à d'autres instituts à Alger et Constantine. Ainsi :

- La grève des cours est prononcée le 23 novembre à l'Institut de Droit d'Alger (Ben Aknoun). Les principales revendications portent sur :
  - . les débouchés pour les diplômés arabophones,
  - . la suppression du concours d'accès au magister,
  - . le libre accès des jeunes filles diplômées au poste de juge (jusqu'à présent réservé uniquement aux jeunes gens),
  - . l'arabisation de l'administration,
  - . l'arabisation totale de l'enseignement.
- A l'Institut des sciences économiques d'Alger, la grève est lancée le 2 décembre.

. Lutte contre les «fléaux sociaux» et luttes d'appareils à Oran.

Le F.L.N. appuyé par des enseignants et des étudiants arabisants lance une offensive pour s'emparer de la direction de l'université. Ils veulent imposer, selon certaines rumeurs, le docteur CHERRID (dermatologue privé membre du F.L.N.). La campagne semble appuyée par le journal "El Jamyouria" qui (début octobre) dénonce l'actuel recteur pour sa "collusion avec l'impérialisme, sa mauvaise gestion". Ce dernier est soutenu par une motion faite par des membres du conseil de l'université, par la F.E.T.C. et l'U.N.J.A. qui dénoncent les manoeuvres du F.L.N..

● Institut d'Interprétariat

L'institut s'est mis en grève le 1er décembre. Les revendications des étudiants sont essentiellement d'ordre matériel et pédagogique (problèmes de modules et de salles de travail).

Des réunions ont été organisées avec le directeur. Des lettres de revendications sont adressées aux différentes instances.

Leurs revendications satisfaites, les étudiants ont repris les cours le 5 décembre.

- A l'Institut des sciences sociales (Caroubier, Alger), le 5 décembre.
- Les étudiants arabophones de Lettres cessent, à la même période, les cours.
- A l'Université de Constantine, la grève débute le 11 décembre et touche les étudiants arabophones des Instituts de Droit et de Sciences Economiques, imités ensuite par les étudiants de l'Institut des sciences sociales (sociologie et histoire).

Depuis le début du mouvement, les murs de l'Université, et même ceux des rues avoisinantes, sont couverts d'affiches et de banderoles exprimant les revendications des étudiants. Des caricatures murales apparaissent. Quelques exemples d'inscriptions :

- *"la langue arabe, par le sang et la vie"*
- *"le sacrifice au nom de l'arabe"*

Le 25 décembre, El Moudjahid reproduit une déclaration de l'UNJA qui condamne *"(les) éléments réactionnaires et (les) ennemis de la révolution"* qui se sont emparés, (selon l'UNJA), de la revendication de l'arabisation pour fomenter des troubles. Ce texte est manifestement destiné à récupérer et à canaliser le mouvement qui s'est développé en dehors de et contre l'UNJA. Les grévistes critiquent vivement la déclaration par voie d'affiches murales et continuent leur mouvement. ■

enquête

« Les Algériens

CEUX QUI ET CEUX QU

Une publication (1) ayant pour objet l'émigration algérienne en France vient de paraître. Il s'agit d'une enquête réalisée en 1978 dans la région Rhône-Alpes et qui se propose d'"analyser les éléments objectifs et subjectifs qui interviennent dans la décision de rester en France ou de partir en Algérie, parmi les membres de la communauté algérienne de France". Une première partie de cette enquête est consacrée à la vie en France, telle qu'elle est vécue par les 243 émigrés enquêtés et à leurs projets de retour ou de prolongation de séjour en France ; la deuxième partie traite de la politique de "réinsertion" du pouvoir algérien et de l'expérience d'une centaine d'Algériens émigrés retournés au pays.

Cette enquête ne prétend pas faire un tableau exhaustif de la situation des émigrés (2) ; l'échantillon limité dont il est question ne le permet pas. Par contre, les auteurs se sont attachés, à travers les réponses données par les émigrés qu'ils ont questionnés, à dégager des traits communs quant aux aspirations des émigrés pour un retour au pays et mettre en relief les difficultés objectives qu'ils rencontrent pour leur retour ou leur réinsertion.

Nous donnons ci-contre un résumé des positions exprimées par les enquêtés et les remarques qu'en tirent les auteurs de l'enquête ; nous fournissons également quelques données statistiques quant à l'importance des retours définitifs d'émigrés.

---

(1) *Les Algériens de France : ceux qui partent et ceux qui restent,* A. Cordeiro et J.-L. Guffond, I.R.E.P. Grenoble, mai 1979.

(2) Rappelons qu'un dossier détaillé sur la situation de l'émigration a été publié dans *El Jarida* nº 20, juillet-août 1977.

Les entraves au retour

Pour la quasi-totalité des émigrés, en particulier ceux de la première génération, *"projet d'émigration et projet de retour se confondent. Rarement le départ est conçu comme définitif"*. Le retour en Algérie est assujetti à la condition qu'il s'opère *"en situation de réussite"*, qui consiste :

- en premier lieu, dans l'assurance d'avoir un travail :

"La question qui se pose est : est-ce qu'il y a du travail en Algérie ? Ici, on nous dit, côté officiel : il y a du travail. Mais arrivés là-bas, les gens, et en premier lieu ceux de l'administration, c'est tout juste s'ils ne nous disent pas : "ne venez pas nous casser les pieds, restez là-bas, vous êtes des privilégiés". Pour que les émigrés *"puissent se réinstaller là-bas, il faudrait que l'on veuille de nous... ce qui nous retient, c'est le travail"*.

- en second lieu, dans l'assurance d'obtenir un logement :

"J'espère bien rentrer définitivement... le logement, c'est le problème numéro un. Le logement est cher et même si on a de l'argent, c'est difficile d'en trouver. Pour construire soi-même, il faut être sur place. Si c'est du logement de l'Etat, il faut connaître quelqu'un à la Mairie ou à la Préfecture".

- c'est aussi ne pas retourner les mains vides :

"D'abord il ne faut pas que je rentre les mains vides. Je rentrerai soit avec un capital, soit avec un métier. C'est une condition primordiale pour pouvoir rester là-bas, et ne pas être obligé de revenir en France".

- enfin, la possibilité de s'installer à son compte, une fois acquis un métier, ou d'ouvrir un commerce peuvent être la condition d'un retour. Mais, au fond, beaucoup ont conscience que ce projet n'est qu'une chimère :

"Je me rends compte, en discutant avec les gars du bled, que pratiquement tous ont ce genre de projet en tête. Je me demande, si on devient tous commerçants, où est-ce qu'on va trouver les clients ? ".

Il faut, en outre, signaler toute une série de problèmes (soins médicaux, scolarisation des enfants, attente de la retraite) qui peuvent également retarder le retour.

A côté de tous ces facteurs d'ordre matériel, intervient aussi, à des degrés divers, dans le projet de retour (ou dans l'idée de celui-ci seulement) – favorisant ou défavorisant ce projet de retour – ce que l'on convient d'appeler les facteurs subjectifs :

- nature et intensité des liens avec le pays, le village, la famille restée là-bas ;
- le vide affectif de l'émigré ;
- la situation du célibataire seul ou du pseudo-célibataire ;
- l'angoisse de ne pas pouvoir se marier pour les plus vieux (30-40 ans) :

"Or pour se marier au pays, il faut beaucoup d'argent, donc je suis obligé de rester un certain temps".

- des motifs d'ordre politique ou simplement les difficultés d'adapta-

de France :

PARTENT I RESTENT »

tion pour les jeunes émigrés :

"le manque de libertés", "la répression", "la corruption", "le piston"...

"Il y a une discrimination à l'égard des jeunes émigrés : on nous isole et on nous traite en tant qu'émigrés et non en tant qu'Algériens".

Cette constatation amène parfois une prise de position politique ; ainsi, cette jeune fille émigrée :

"Je suis de là-bas... Quant à ma démarche, si je rentre, c'est pour une question politique. Je veux aider à l'évolution des choses".

Enfin il arrive que, pour certains, l'émigration soit ressentie comme un échec : rentrer au pays comme on en est parti, c'est-à-dire sans pécule, ni voiture, ni métier..., est vécu comme une *"honte"* :

"J'ai échoué, c'est un fait, mais je ne veux pas qu'ils le sachent. J'écris même plus. Comme ça, ils vont se dire que je suis mort, et c'est mieux",

ou encore :

"Mes enfants m'ont demandé de rentrer et je sais qu'ils sont capables de m'entretenir. Je serais bien là-bas, mais je ne veux pas (tu ne comprendras peut-être pas ça, mais ça ne fait rien)".

Si, comme dans ces deux exemples, la persistance du mythe de l'émigré qui a *"réussi"* entraîne un profond sentiment de frustration, c'est le plus souvent la crainte d'être confronté à des problèmes insurmontables en Algérie qui retient l'émigré en France, même si, en s'exilant, il pensait revenir assez vite, tel celui-ci :

"Au début je pensais rester 3 à 4 ans, et ça fait 14 ans que je suis là".

Peut-on parler de politique de réinsertion ?

D'après des entretiens qu'ils ont eus avec des responsables de l'ONAMO à Alger, Tizi-Ouzou et Constantine, les auteurs de l'enquête font les remarques suivantes :

– officiellement, le droit au retour est reconnu, mais *"le marché de l'emploi en Algérie ne permet pas néanmoins un retour massif. La réinsertion planifiée s'intéresse donc plus particulièrement aux travailleurs immigrés qualifiés ou ayant une expérience industrielle qui fait défaut aux nationaux issus du milieu rural. Il s'agit donc d'une réinsertion sélective et planifiée".* L'organisme chargé d'appliquer cette politique est l'ONAMO.

– *"le problème du logement est souvent un point de blocage d'un retour planifié. En effet le logement de fonction n'est en général fourni qu'aux cadres ou à la maîtrise".*

– *"les responsables algériens insistent particulièrement sur le droit à la formation professionnelle pour tous les travailleurs immigrés dans le pays d'accueil".* A ce titre, le pouvoir fait une large publicité autour de l'accord conclu avec la RDA concernant l'exportation de travailleurs algériens (et dont on trouvera ci-dessous l'évolution des effectifs), présentant cet accord comme destiné à permettre à ces travailleurs l'acquisition d'une formation professionnelle.

→

Tableau 1

Evolution des effectifs de travailleurs émigrés vers la RDA					
Années	1974	1975	1976	1977	1978
Effectifs	500	3 258	160	1 005	820

enquête

« Les Algériens de France »

Tableau 2

	1975	1976	1977
Travailleurs inscrits (1)	1 263	7 712 (4)	4 856
Offres reçues (2)	9 770	10 504	11 718
Placements réalisés (3)	655	4 606	1 660
% placés/inscrits	51,9	59,7	34,2

(1) Travailleurs inscrits auprès de l'ONAMO.
(2) Offres reçues par l'ONAMO, provenant d'employeurs en Algérie.
(3) Demandes d'emploi satisfaites.
(4) Ce chiffre n'indique que les demandes enregistrées dans les services de l'ONAMO en Algérie ; il faut y ajouter les 2 272 demandes enregistrées en France. Au total, 9 984 demandes d'emploi d'émigrés candidats au retour.

En fait, comme le remarquent les auteurs de l'enquête, le thème de la *"réinsertion"* des émigrés est surtout un *"discours idéologique"*. D'ailleurs, aucune statistique officielle globale sur la *"réinsertion"* n'est publiée par le pouvoir. L'ONAMO établit les siennes à partir des données fournies par les autorités françaises. Ainsi, pour les trois années 1975, 1976, 1977, l'ONAMO donne les chiffres ci-contre, (tableau 2).

Cette distorsion entre offre, demande et satisfaction est analysée dans un document du ministère du Travail et des Affaires sociales (mars 1974), prenant en compte les résultats de 1973. Ainsi, deux raisons majeures sont avancées :

– *"La première tient à la difficulté que rencontrent les employeurs publics nationaux d'assurer le* **logement** *des candidats à la réinsertion, alors que ces derniers et notamment ceux résidant en France avec leur famille en font une* **condition**".

– *"La deuxième tient parfois au trop long délai d'attente du candidat ayant reçu promesse d'embauche et dans d'autres cas, au fait que la délégation* (3) *se soit abstenue de donner suite aux candidatures retenues"* (sic !).

Pour les années antérieures à 1974, les auteurs signalent, d'après leurs estimations, que le nombre de retours d'Algériens émigrés au pays variait entre 8 000 et 11 000 par an.

Mais ces retours ne sont pas tous à mettre au compte de la *"réinsertion"*. Ils comprennent aussi : *"expulsions, départs lors de la retraite, départs après attribution de pensions d'invalidité ou rente d'accident de travail, rapatriements sanitaires, départs après atteinte d'un objectif d'épargne et les départs après constatation de difficultés de ré-emploi après une période de chômage à cause de l'âge ou pour cause d'usure physique, et les départs "de remplacement"* (4) *proprement dits"*.

D'autre part, en cas d'échec, ces retours pouvaient se traduire plus tard par des ré-émigrations.

Enfin, ces chiffres n'indiquent pas que l'émigration augmentait dans son ensemble : jusqu'en 1973, 25 000 Algériens en possession de la carte ONAMO émigraient vers la France.

(Signalons que le ministère algérien de l'Intérieur donnait, quant à lui, le chiffre de 17 000 retours par an pour le début des années 70).

Y a-t-il réellement réinsertion des émigrés retournés au pays ?

Selon la situation familiale de l'émigré retourné au pays, la réinsertion est vécue selon les problèmes spécifiques auquel il est confronté. Ainsi, les auteurs distinguent quatre catégories de population émigrée retournée au pays :

(3) des services de recrutement algériens en France (essentiellement l'ONAMO).

(4) par un autre membre de la famille (en général, le fils aîné).

enquête

« Les Algériens de France »

– Mariés (dont la famille résidait en Algérie) : en général, leurs niveaux de qualification sont faibles. Ce sont eux, alors que leurs conditions de vie dans l'émigration étaient difficiles, qui rencontrent le plus de difficultés dans leur réinsertion au pays ; la crainte de devenir *"émigré dans son propre pays"* est largement justifiée (travail éloigné du domicile familial, logement sur chantier ou en bidonville...).

– Mariés (avec la famille en France) : leurs niveaux de qualification sont le plus souvent supérieurs à ceux de la catégorie précédente et leur stabilité d'emploi est plus grande. Leurs retours, outre qu'ils sont conditionnés par l'obtention d'un logement et d'un emploi suffisamment rémunéré, peuvent être rendus difficiles par des difficultés d'adaptation (scolarisation et adaptation culturelle des enfants notamment), faisant du retour une autre *"émigration"*, *"en sens inverse"*.

– Célibataires de la 1ère génération (c'est-à-dire célibataires lors de leur arrivée en France) : très grande diversité selon l'âge, la qualification.

– Célibataires de la 2ème génération (nés en France ou venus très jeunes) : pour eux, le retour est souvent l'occasion d'affirmer leur identité ; ils sont par ailleurs très critiques sur la *"mentalité"*, notamment en ce qui concerne la situation de la femme ; ainsi, cette jeune fille émigrée :

"On me fait remarquer dans certains milieux que je suis une étrangère, il y a d'ailleurs des situations où on me dit que je ne peux pas comprendre lorsqu'il est question de la société algérienne, des rapports que j'entretiens avec les gens...".

Leurs critiques portent aussi sur les difficultés de communication, et aussi, pour les jeunes gens, sur le service national qui *"est devenu (...) un problème en termes d'obstacles à leur insertion en Algérie"*.

Pour la majorité des Algériens émigrés qui rentrent au pays, c'est le logement qui est le problème le plus insurmontable. Mis à part une minorité d'émigrés qualifiés (techniciens, cadres, personnel d'encadrement) et qui, de ce fait, peut espérer obtenir un logement de fonction, les autres sont obligés de se débrouiller par leurs propres moyens : autoconstruction pour les plus nantis ; logement chez des parents, au village, en bidonville, sur chantier..., pour les autres.

En guise de conclusion

En conclusion, les auteurs font les remarques suivantes :

1° *"Ce qui frappe le plus à la fin de l'analyse de près de 350 cas d'Algériens travaillant en France ou retournés en Algérie est, d'une part, la force de cet* **attachement à l'idée de retour chez les premières générations** *et l'***impasse** *quant aux conditions d'un retour "réussi" et réellement choisi, et d'autre part, le caractère soit particulier, soit mal accepté, des réinsertions observées en Algérie (bien qu'il y ait des réussites)"*.

2° *"Pour poursuivre l'objectif du pécule, pour "nourrir sa famille", pour acquérir un métier, "pour les enfants", pour un jour "s'installer à son compte en Algérie", pour construire une maison, parce que partir "pour devenir émigré dans son propre pays" n'a pas de sens, parce que "là-bas c'est une autre mentalité" et il y a le service national, pour ne pas "retourner les mains vides", une communauté algérienne est en train de se stabiliser en France"*.

■

QUELQUES NOUVELLES.

Grève des marchands de légumes à Alger (28/09/1979)

Cette grève a été déclenchée après l'arrestation de 22 marchands de légumes accusés de pratiquer des prix élevés.

Les grévistes sont mis à l'index par *El Moudjahid* qui écrit : ce *"diktat doit être sanctionné"*.

*

. **Assemblée générale F.T.E.C.** à Oran courant septembre : l'assistance répond en choeur au secrétaire fédéral président de l'A.G. en scandant "la grève" (enseignants du primaire et du secondaire).

*

. **A l'hôpital d'Oran, tract clandestin** non signé appelant à la grève.

*

. **Arrêt de travail à la société ICOTAL de Béjaïa.** Depuis le 10 octobre, les ouvriers observent un arrêt de travail d'une heure chaque jour pour réclamer le paiement des primes de nuit.

*

. **Assemblée générale des travailleurs du combinat bois (S.N.L.B.) du port de Béjaïa.** La réunion tenue, le 19.10.1979, à la cantine, de 13 h 30 à 16 h 30, a permis de poser les problèmes de l'unité, en particulier la répartition injuste des primes et la disparition de quelques millions dans la caisse. La section syndicale a été désapprouvée par un vote à main levée.

*

. Le 30.10.1979, **grève déclenchée par 160 ouvriers** d'une briqueterie privée, située près de Bejaïa (entreprise TIGHIDET Alicène). Réunion de conciliation sous l'égide de l'UGTA, le 03.11.1979 (après l'*aïd*).

Engorgements des ports et politique économique

Comme à chaque automne, le problème de l'engorgement des ports ressurgit à travers la presse aux ordres. On nous *"révèle"* ainsi – ce que tout le monde savait – que les ports algériens sont incapables d'assurer le trafic qui serait en principe indispensable à la réalisation des *"objectifs économiques"* et à l'approvisionnement du marché national. Trois numéros d'*El Moudjahid* (1, 2, 3, octobre 1979) attirent l'attention sur une situation *"alarmante."* Nous en avons relevé quelques extraits.

Une situation catastrophique !

"L'engorgement périodique de nos ports, c'est des quantités considérables de biens d'équipements et de consommation qui rouillent et qui pourrissent sur les quais et terre-pleins, exposés aux intempéries et souvent oubliés, voire ignorés, des mois durant par les entreprises qui les ont importés."

"Les exemples ne manquent pas à travers l'histoire. Au port d'Alger, depuis 1963, près de 20 000 tonnes de marchandises importées dont des lots importants de médicaments ont pourri. En 1975, au port d'Oran, des équipements complets destinés à la construction d'une filature et d'une briqueterie ont attendu 15 mois avant d'être récupérés par la SNMC et par la SONITEX.

Au 30 août 1979, le volume des marchandises en souffrance au port atteignait 102 396 tonnes et au 15 septembre 1979, on enregistrait 118 397 tonnes non enlevées par les importateurs, souligne un rapport établi par la SONAMA, (Société National de manutention)".

Un gaspillage énorme !

"Chaque année, pour les nombreux bateaux immobilisés en rade ou à quai, des dizaines de jours durant, voire des mois, notre pays paie des millions de dinars aux armateurs étrangers, des millions payés en devises et qui représentent les frais de surestaries occasionnés par l'immobilisation des dits bateaux.

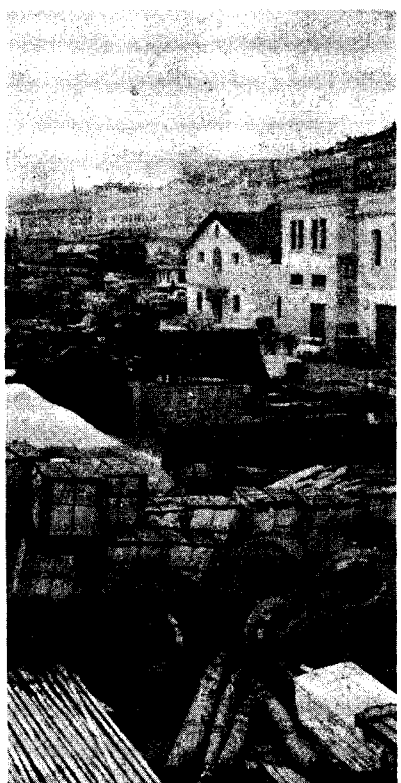
(...) Chaque journée d'attente en rade ou à quai d'un navire de moyen tonnage coûte à notre pays en moyenne près de 15 000 DA de frais de surestaries payés en devises"

Des conditions de travail intolérables. Un docker explique :

"Au port d'Alger, nous sommes 700 à ne pas avoir où passer la nuit ailleurs qu'au hammam. C'est-à-dire qu'il faut respecter les horaires stricts : coucher à 23 heures, lever obligatoire à 4 h 30. Si on travaille la nuit où pouvons nous récupérer, le jour ? Il n'y a aucune solution pour nous..."

Et *El Moudjahid* apporte ces précisions :

"Les conditions de travail dans les ports sont, en effet, déplorables et la situation est des plus graves en matière d'hygiène et de sécurité du travail surtout chez les dockers et les marins. De nombreux problèmes socio-professionnels, ne sont pas encore résolus portant gravement atteinte aux droits élémentaires des travailleurs.



(...) Face à des sacs de blé, des dockers travaillent sous des palans à moins d'un mètre des grues en activité et sous des cargaisons plus ou moins mal arrimées, utilisant surtout leurs bras.

Les dockers ne disposent ni de casques, ni de vêtements les protégeant de la pluie et du froid, ni de masques.

Ceux qui opèrent dans le déchargement de ciment sont confrontés à des graves maladies professionnelles.

Sur le plan de l'hygiène, c'est tout aussi catastrophique. Il n'existe pas de toilettes, ni de robinets pour se désaltérer et se débarbouiller le visage quand il fait chaud, ni de vestiaires, ni de douches. Ils ne bénéficient, de plus, d'aucune médecine du travail."

Des salaires insuffisants.

Il existe actuellement 11 180 travailleurs (dont 1 570 occasionnels) dans les ports. Le barème (théorique) de salaires de la Sonama prévoit qu'un *"travailleur nouvellement recruté, sans ancienneté, à l'échelon 1 et catégorie 1, était payé, selon l'échelle, entre 852 et 1 195 DA et au bout de quinze ans d'ancienneté, s'il se déplace entre temps à la catégorie II, toucherait entre 1 654 et 2 257 DA, et entre 2 452 et 3 160 DA, s'il est promu à la catégorie III".* Mais en réalité *"même pour ceux qui comptent 20 ans d'ancienneté, leur salaire n'arrive pas au seuil fixé dans la note.*

(...) Il y a une mauvaise répartition des salaires, bien que 84 % des charges de la société vont au personnel. En effet, une grosse part des salaires vont aux cadres et autres personnes intermédiaires (chefs de môle...).

(...) Autrement dit, la hiérarchie des salaires ne concerne qu'à un fai-

→

ble degré les dockers qui ne profitent pas de ses "générosités".

Que nos lecteurs ne se laissent pas abuser par ces larmes de crocodile, à la prochaine grève des dockers – les conditions la justifieront pleinement – *El Moudjahid* répandra comme de coutume son fiel sur les grévistes.

Pourquoi cette situation ?

El Moudjahid avance des arguments techniques. D'abord, une infrastructure insuffisante. Essentiellement héritée de la colonisation, sauf pour la partie concernant l'exportation des hydrocarbures.

"– trop de hangars et de magasins sont vétustes et exigus ;

– les silos à céréales sont vieux et inadaptés ;

– il n'y a pas assez d'installations spécialisées pour recevoir les denrées périssables ;

– les bassins et les passes ne sont pas dragués ;

– le réseau d'éclairage et d'alimentation électrique est partout défaillant ;

– les quais et les terre -pleins ne sont par conséquent pas éclairés :

– la majeure partie des grues de quai sont vieilles, mal entretenues et souvent en panne ;

– partout manquent des clarks, des grues auto-motrices, des remorques, des palettes, des clingues et des filets, le matériel de manutention existant est insuffisant, souvent inadapté aux besoins, vétuste et peu ou mal entretenu. Aux différents postes à quai les installations spécialisées, qui permettent de recevoir et de traiter rapidement les navires reçus et qui exigent une manutention horizontale (dite RO.RO) manquent.

Les ports ne disposent pas, par ailleurs, de moyens adéquats en matière de voierie, d'entretien et de maintenance, et les travailleurs vont jusqu'à manquer de caisses à outils et les dockers de palettes et de filets leur permettant de décharger les navires. Par ailleurs, peu d'efforts ont été consentis en matière de formation professionnelle et les ports, de ce fait, souffrent d'un manque sérieux de personnel qualifié".

D'où la conséquence : *"au niveau du port de la capitale, l'évolution et la prévision du trafic sont les suivantes en millions de tonnes :*

- *1965 : 3 947*
- *1978 : 5 766*
- *1985 : 7 310*

En tenant compte de ses capacités actuelles, le port d'Alger n'est guère en mesure de faire face à cette évolution du trafic. Il connaîtra pour 1985, un excédent de l'ordre de 2 millions de tonnes par rapport à son infrastructure actuelle".

Si on ajoute à cela le couplet sur l'incompétence de certains responsables, on aura la thèse officielle. C'est faire bon marché des causes plus profondes qui sont liées au *"modèle de développement algérien"* lui-même.

S'il est vrai que ces responsables sont incompétents – et pourquoi seraient-ils différents des autres – ceci n'explique pas pourquoi les sociétés nationales continuent leur politique d'importation, alors que des tonnes de marchandises et de biens d'équipement, se chiffrant par milliards, pourrissent dans les ports et les zones extra-portuaires.

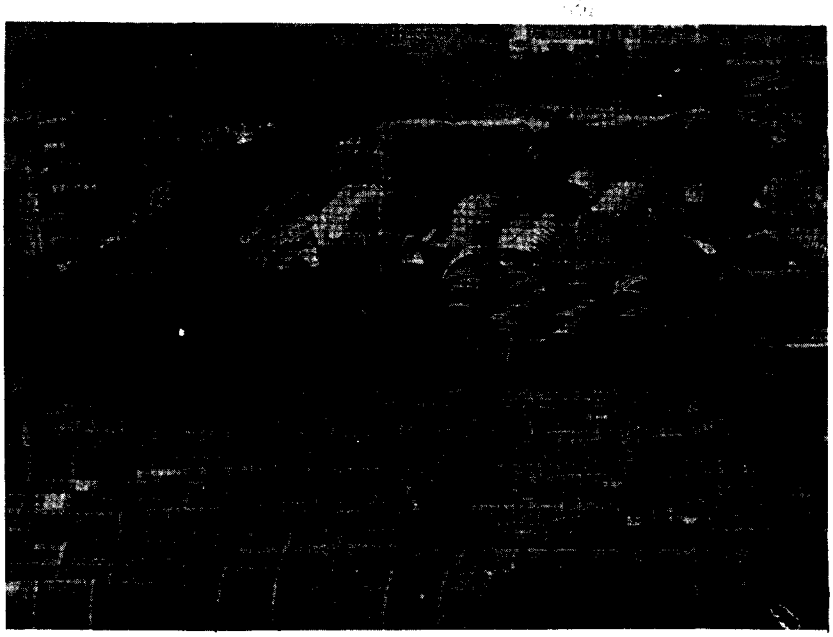
On ne peut non plus tout expliquer par la bureaucratisation, l'incohérence et l'arbitraire des projets économiques, la désarticulation de la quasi-totalité des secteurs productifs.

Les différentes mesures concernant la programmation et l'organisation du séjour des marchandises dans les ports n'ont en effet rien réglé. Pas plus que les campagnes de *"volontariat"* imposées aux travailleurs.

Le *"modèle de développement algérien"* n'est en fait que le développement d'un capitalisme d'Etat dominé, qui est, selon le mot de Lénine, un capitalisme *"parasitaire"* et *"pourrissant"*. La bourgeoisie algérienne est essentiellement une bourgeoisie d'affaires vivant de l'intégration du pays dans le marché capitaliste mondial. Elle tire surtout ses profits de son rôle d'intermédiaire dans la pénétration impérialiste. Elles est donc directement intéressée au développement des échanges avec les firmes étrangères quelle que soit la destination finale des produits importés. Le gaspillage qui s'ensuit n'est donc pas accidentel.

De plus, les représentants de cette classe (PDG, directeurs, etc...) ne subissent pas les conséquences de leurs actes, puisqu'ils n'agissent pas en leur nom propre mais au nom de l'Algérie qui fait en définitive les frais de cette politique, essentiellement au niveau des masses populaires soumises aux ponctions de l'Etat.

Rien ne sert donc, à chaque automne, de déblayer un bout de quai en guise d'assainissement, c'est le régime lui-même qui encombre. ■



EXTRAITS DU RAPPORT DE L'UGTA AU GOUVERNEMENT (ETE 79)

Le journal *La voix des travailleurs algériens* a publié dans sa livraison de novembre 1979 un document analysant la dégradation des conditions de vie des travailleurs et avançant des propositions de solution à cette situation. Réalisé au début de l'été 1979, ce texte est l'œuvre d'un certain nombre de cadres de l'UGTA, représentants de la centrale elle-même, des fédérations, de l'union de wilaya et des unions territoriales d'Alger. Il a été présenté au gouvernement qui a, semble-t-il, refusé d'en discuter.

Bien que ne partageant pas l'analyse politique des rédacteurs du texte concernant la situation actuelle et jugeant réformistes, à bien des égards, certaines des propositions avancées – car elles s'intègrent dans la logique de la politique du pouvoir dont elles cherchent à accroître l'efficacité (en ne remettant pas en cause la nature bourgeoise du régime) –, nous publions les extraits les plus significatifs de ce long document, notamment ceux relatifs à la situation désastreuse des travailleurs.

"... La Centrale syndicale, les Fédérations, l'Union de wilaya et les Unions territoriales d'Alger, au terme de débats constructifs et responsables, avancent ces propositions dont certaines peuvent et doivent faire l'objet d'un calendrier de résolution progressive (...).

L'UGTA estime que ces propositions à caractère social sont à même de créer des conditions plus favorables pour la mobilisation des travailleurs et cadres patriotes au succès de la bataille de la production.

L'exemple des unités comme celle de la SNEMA d'Oran, de la SNS d'El Hadjar, démontre clairement que, là où les travailleurs voient leur situation sociale et leurs aspirations démocratiques respectées, les plans de production ont été réalisés, voire dépassés (...).

Les problèmes sociaux ainsi posés (...) expriment l'aspiration des travailleurs et des masses à une vie meilleure et s'inscrivent dans leur volonté de voir les richesses du pays réparties plus équitablement face aux inégalités criardes et douloureusement vécues, leur volonté d'avancer toujours plus dans la voie du progrès et de la justice sociale, tout en réalisant de justes proportions entre consommation et accumulation en vue de garantir l'avenir.

Par ailleurs, loin d'accentuer les disparités et le désordre existant en matière de salaires et indemnités, ces propositions, par le relèvement des bas salaires et les régularisations des situations des secteurs où se sont accumulés les problèmes au-delà du seuil de la tolérance, appellent avec plus de force les mesures d'harmonisation et de mise en ordre contenues dans les textes du Statut général du travailleur (SGT) (...).

A ce titre, l'examen rapide des indices d'évolution des salaires et des prix depuis 1976 montre une détérioration sensible du pouvoir d'achat compensée partiellement en 1977-début 1978 mais aiguisée plus profondément depuis le 2e semestre 1978 et l'année 1979.

Les salaires faibles utilisent la presque totalité de leur revenu à la consommation de produits et services nécessaires directement à la vie courante (légumes, pain, lait, savon, café, sucre, électricité, gaz, eau, cigarette, loyer, vêtements, articles scolaires...) et ce sont précisément ces produits qui ont le plus augmenté (sucre : 60 % ; café : 200 % ; dernièrement les légumes secs et céréales).

Il est incontestable que les familles de travailleurs qui disposent de revenus faibles (Salaire national minimum garanti et jusqu'à 1 800 DA) consomment très peu de viande, de légumes et de fruits ; par contre les pâtes alimentaires et les légumes secs garnissent très souvent la table de ces familles :* **est-il tolérable que, même ces produits, dernier rempart contre la sous-nutrition, aient pu subir une augmentation aussi substantielle ?**

Cette situation ne saurait se perpétuer longtemps sans avoir de graves répercussions sur la production mais aussi des retombées négatives et porteuses de danger sur le degré de mobilisation des travailleurs et sur la situation politique en général, *ceci d'autant plus que les augmentations de certains produits qui pointent (viande, lait, œufs, poulet...) créent une légitime inquiétude au sein des travailleurs (...).*

Il faut opposer à la propagande impérialiste et réactionnaire qui tente de faire accréditer auprès des masses l'idée que le socialisme serait synonyme de misère, cette vérité que l'avance dans la voie socialiste fait reculer l'appréhension de l'avenir et se mesure concrètement à l'amélioration constante du niveau de vie des masses.

Il est vrai qu'aujourd'hui le recours à la grève peut ne pas être la forme la plus opportune pour les travailleurs et la révolution, qu'en tous cas il faut créer par le dialogue et la concertation, par la confiance à l'égard des capacités créatrices et mobilisatrices des travailleurs, les conditions démocratiques, les for- →

* c'est-à-dire 800 DA par mois.

EXTRAITS DU RAPPORT DE L'UGTA AU GOUVERNEMENT (ÉTÉ 1979)

→

mes d'action plus opportunes mettant en jeu des structures de conciliation et d'arbitrage qu'il faudra créer mais **il est aussi vrai que dans certains secteurs caractérisés par un vide syndical hérité par de graves retards sociaux accumulés depuis plus de dix ans, une sous-estimation de l'état réel du pouvoir d'achat des travailleurs et de la nécessité de mesures urgentes et possibles ne sont pas de nature à éviter des explosions sociales.**

*Comme l'expérience l'a amplement montré, elles** surgissent là où les problèmes socio-professionnels accumulés sont aggravés par la maturation des problèmes démocratiques, là où les travailleurs ne sont pas suffisamment représentés, là où les problèmes sociaux et leurs droits ne sont pas clairement et vigoureusement pris en charge et défendus (...).*

Les travailleurs pourraient d'autant mieux patienter raisonnablement si une information massive et correcte mettant en œuvre les moyens nationaux et la presse syndicale, les tenait au courant des propositions de leur organisation syndicale et de l'avance du dialogue et de la concertation dans la voie du règlement des problèmes les plus urgents, et (en) *les associant en tant que principale partie concernée.*

LES PROPOSITIONS

Aujourd'hui, il devient une exigence patriotique et révolutionnaire de prendre un train de mesures urgentes (...) :

*

1. Augmentation du SNMG de 20 % selon un barème dégressif des bas salaires jusqu'aux (salaires de) *1 800 DA (y compris pour le secteur agricole) (...).*

*

2. Extension et revalorisation du régime indemnitaire (rendement, primes de panier, de transport, de risque, de pénibilité, de salubrité, de nuit...) (...).

*

3. Extension des indemnités compensatrices de l'effort fourni ou de la réalisation des plans de production. L'intéressement des travailleurs ne doit pas s'apprécier uniquement en termes de résultats financiers et comptables mais surtout en fonction des résultats physiques et de l'effort fourni (...).

*

4. Garantie et sécurité de l'emploi par la titularisation des vacataires contractuels et auxiliaires en nombre grandissant, surtout dans les secteurs de la fonction publique, les transports et les postes fixes du bâtiment et stopper immédiatement les licenciements de ces catégories.

*

5. Agir en direction des prix des produits de large consommation :

– geler impérativement les prix (de ces produits) ;

– les prix des biens sociaux (eau, électricité, gaz, transport) ne doivent faire l'objet d'aucune augmentation (...) ;

– élargir dès maintenant le fonds de soutien des prix des produits de première nécessité (...).

*

6. Les mesures de revalorisation des salaires et indemnités doivent s'accompagner nécessairement d'une action durable, vigoureuse et efficiente sur les prix. On ne saurait accepter comme une fatalité que les prix évoluent dans le cadre du mécanisme de l'offre et de la demande (...).

*Allocations familiales : les porter à 50 DA par enfant***.*

*

7. Assurer un meilleur approvisionnement des populations (...).

*

8. Le coût du loyer grève dans une proportion de plus en plus grande le budget des familles populaires. Les taux fixés aux dernières constructions sont tout simplement inadmissibles (...).

Ces mesures prioritaires sont nécessaires, sans cela des milliers de travailleurs ne comprendraient pas la signification de l'effort qui leur est demandé car ne pouvant mesurer l'avance dans la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces mesures sont possibles et réalistes. En plus d'une partie des surplus financiers dégagés par les augmentations des prix des hydrocarbures, il est possible de dégager d'autres sources de financement de ces mesures :

*– en luttant efficacement contre le gaspillage (*El Moudjahid *chiffrait – en août-septembre 1978 – à environ 600 millions de DA en devises, équivalant, en monnaie nationale, au fonds de soutien 1979 – les pertes dues aux conditions de stockage sur l'aire de Dar El Beïda) (...) ;*

– en mettant en route, dès 1980, un certain nombre de mesures fiscales en attendant une refonte de la politique fiscale :

– hauts revenus salariaux, bénéfices industriels doivent être plus imposés ;

– remettre en usage la vignette auto pour les véhicules de luxe ;

– droits plus sévères pour les grands héritages (à partir de 500 000 DA par exemple) ;

– est-il concevable qu'un gros éleveur et même un paysan moyen ne paie pas d'impôts, alors que le travailleur qui a un salaire de 1 000 DA est imposable ? ".

Le rapport se poursuit (2e partie) par des propositions détaillées par grands secteurs d'activité : fonction publique, secteurs de l'industrie, du tourisme et du commerce, secteurs du bois, B.T.P. et activités annexes.

■

** les explosions sociales

*** au lieu de 25 DA, à élargir à tous les secteurs d'activité, y compris agricole.

DOCUMENT

la crise du logement

Prolifération des bidonvilles et de l'habitat insalubre, logements vétustes et surpeuplés, grave insuffisance des nouvelles réalisations, impossibilité de se loger pour les nouveaux couples à revenus modestes, la crise du logement est une réalité vécue par la quasi-totalité des Algériens. Mais la crise est beaucoup plus grave que ne peut l'imaginer le simple citoyen à la recherche d'un logement et qui peut se laisser abuser par la promesse de *"prochaine livraison"* de 500 à 1 000 logements. Pour juger de l'ampleur du problème et du caractère dérisoire des moyens mis en œuvre pour le résoudre, il faut accéder aux statistiques et aux chiffres globaux qui, seuls, permettent de s'en faire une idée juste. Or ces éléments sont absents des organes d'information officiels. C'est ainsi que les résultats du dernier recensement concernant l'habitat n'ont pas encore été intégralement publiés.

C'est pourquoi *La lettre d'El Jarida* a jugé utile de présenter à ses lecteurs de larges extraits d'un rapport confidentiel du ministère de l'Habitat : *"Pour une politique opérationnelle de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat"*. Ce rapport, relativement récent puisqu'il est daté de juillet 1979, s'interroge sur la *"situation de crise"* du secteur. Nous reviendrons sur cette question dans de prochaines publications pour en donner notre analyse ; pour le moment, laissons parler le rapport :

"... Dans la distribution du cadre bâti sur le territoire, la marque de la colonisation n'a pas encore été effacée et un important rattrapage reste à faire dans tous les domaines (...).

On peut dire aujourd'hui, 17 ans après l'indépendance nationale, que cette tâche, à la fois quantitative et qualitative, n'a été accomplie que de façon fragmentaire et peu cohérente (...).

Cette situation générale (et tout particulièrement le manque de logements) a des implications économiques et sociales dont les conséquences politiques doivent être sérieusement mesurées".

Des logements inconfortables et surpeuplés

Le texte présente ensuite la crise actuelle à partir des résultats du recensement de 1977. La *"situation critique de l'habitat"* est caractérisée par :

"a) un parc de logements dégradé et congestionné.

Un nombre considérable de logements ne présente pas les conditions minimales de confort.

Ainsi, en milieu urbain, 20 % des logements n'ont pas l'eau courante et 16 % ne sont pas rattachés au réseau électrique.

En milieu rural, les conditions de logement sont nettement plus défavorables ; on relève au dernier recensement de 1977 que :

– 50 % n'ont pas l'eau ;

– 75 % n'ont pas l'électricité ;

– 86,3 % ne sont pas rattachés à un égoût ;

– 84,7 % ne sont pas rattachés à une fosse.

Si on tient compte de la date de construction des différents immeubles, le parc immobilier présentait en 1977, la situation suivante :

Parc construit...	*Nombre de logements*
avant 1945	*850 000*
de 1945 à 1966	*1 130 000*
de 1966 à 1977	*308 000*
TOTAL (y compris les constructions précaires)	*2 288 000*

13 % du parc seulement avait donc moins de 10 ans d'âge, ce qui traduit l'état de vétusté du parc de logements.

Compte tenu de cette situation et de la dégradation dont les immeubles ont souffert à cause de la suroccupation, il faudrait renouveler environ 1 000 000 de logements, soit près de 45 % du total.

Par ailleurs, cette dégradation risque de s'aggraver par une congestion de plus en plus importante. En effet, le taux d'occupation par pièce (T.O.P.) n'a pas cessé de croître régulièrement aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Si on compare le recensement de 1966 avec celui de 1977, nous obtenons en effet les données suivantes :

Recensement	*T.O.P.*	
	urbain	*rural*
1966	*2,39*	*2,86*
1977	*2,91*	*3,33*

Dans ces conditions, le taux d'occupation moyen par logement (T.O.L.) atteignait déjà près de 8 personnes par logement en 1977".

(Il faut noter ici que la norme souhaitable est de l'ordre de 1 à 1,5 personne par pièce et que le seuil critique de fort surpeuplement est atteint avec 2 à 2,5 personnes par pièce. Ce qui, compte tenu de la petite taille moyenne des logements – 2 à 2,5 pièces –, donne un seuil de 5 à 6 personnes par logement, au-delà duquel la situation devient intolérable.)

Une crise en constante aggravation

"b) un déficit de logements très important et en croissance continue.

Tandis que la croissance démographique entre 1966 et 1977 a supposé un accroissement de la population de 5 175 000 personnes, dans la même période, 308 000 (ce chiffre comprend les constructions précaires, sinon on peut retenir 226 000 logements) logements seulement ont été construits. Le déficit de logements devient donc de plus en plus aigu et le taux d'occupation des logements augmente de façon continue.

Si au déficit accumulé au fil des années, on ajoute les logements dont il serait nécessaire d'envisager le renouvellement, on peut estimer le déficit actuel de 2 à 4 millions de logements suivant les hypothèses faites sur la taille des logements à construire et le T.O.L. souhaité. Comme ordres de grandeur, on peut retenir que :

– en tenant compte simplement du chiffre absolu de croissance démographique, il faudrait atteindre un rythme de construction de 100 000 logements par an pour ne pas intensifier le déficit actuel,

– le nombre de nouveaux ménages s'élève chaque année à environ 140 000,

– le rythme actuel d'urbanisation augmente chaque année, la population urbaine d'environ 300 000 personnes, créant des besoins encore plus importants en logements".

Le rapport note à ce sujet que :

"Depuis 1966, la croissance urbaine s'est poursuivie dans notre pays à un rythme très rapide (plus de 5 % par an).

Ainsi, la population urbaine, qui représentait 25 % de la population totale en 1962, atteignait en 1977 plus de 40 % du total et se concentrait de plus en plus dans les grands centres urbains du pays. Alger, Oran, Constantine et Annaba ab-

en Algérie

sorbaient à cette date près de 15 % de la population totale du pays (...).

L'appel de main-d'œuvre industrielle et tertiaire vers le nord du pays n'explique pas à lui seul l'ampleur des mouvements de population et l'intensité de l'exode rural.

Cet effet d'attraction vers le Nord a été considérablement amplifié par la crise du monde rural, dont les revenus n'ont pas suivi les revenus moyens des autres secteurs d'activité et dont les conditions de vie (logement, éducation, santé) ont pris de plus en plus de retard par rapport au mode de vie urbain (...).

Au niveau de l'habitat, il en est résulté la congestion du parc de logements, la prolifération de l'habitat précaire et le débordement de la capacité de gestion des ensembles urbains".

Des réalisations faibles, des moyens insuffisants.

Le texte aborde ensuite l'analyse des moyens mis en œuvre et des réalisations dans le domaine de la construction :

"Le rythme de production du secteur est resté extrêmement bas durant la période du pré-plan et du 1er plan quadriennal, surtout en ce qui concerne le logement qui ne bénéficiait d'aucune priorité. Dans cette période, le secteur produisait à un rythme moyen de 2 200 logements urbains par an pour environ 3 150 logements ruraux.

Le 2e plan a lancé de vastes programmes d'habitat qui ont eu pour effet d'augmenter sensiblement le rythme de production du secteur qui est passé, pour la période 74-77, à environ 9 250 logements urbains par an pour 18 750 logements ruraux.

Mais ce volume de construction est resté très insuffisant par rapport aux programmes lancés. Au 31 décembre 1978, le taux de réalisation de l'ensemble des programmes d'habitat n'était que de 28 %, ce qui est l'un des taux de réalisation les plus bas de l'ensemble des secteurs".

La faiblesse des réalisations affecte également les autres secteurs dits sociaux :

"... Les réalisations en matière de collèges d'enseignement moyen, de lycées d'enseignement secondaire et d'instituts technologiques de l'éducation ont souffert d'un retard important. Fin 1978, le taux de réalisation de ces équipements n'atteignait qu'environ 30 %. Les autres équipements socio-éducatifs (technicums, centres d'orientation pédagogique, etc...) souffrent de retards encore plus importants.

Dans le domaine de la santé, les équipements principaux (hôpitaux, polycliniques, centres de santé) n'étaient réalisés fin 1977 que dans la proportion de 20 à 23 % par rapport aux programmes lancés (...).

D'autre part, le secteur n'a pas fourni l'appui nécessaire au développement rural, c'est-à-dire un habitat rural de qualité, des équipements sociaux et des constructions liées aux activités agricoles. Des retards très importants ont été pris en particulier par rapport au programme des villages socialistes agricoles, et au programme d'autoconstruction".

De plus, *"Il est évident que malgré les efforts de construction de villages socialistes, l'habitat rural reste en dessous des conditions de vie décentes".*

En ce qui concerne les objectifs *"sociaux"* de la politique de l'habitat, le rapport révèle que seulement 40 % des logements neufs seront destinés à la location. Les autres seront proposés à la vente, ce qui en écarte la masse des ménages à revenus modestes, puisque *"le prix du m³ habitable était de l'ordre de 750 DA en 1969, alors qu'en 1978, les entreprises publiques réclament des prix de l'ordre de 2 800 DA. Le coût de la construction s'élève ainsi à un rythme d'environ 16 % par an et double à peu près tous les 5 ans."*

L'examen des réalisations permet de conclure que :

"L'ensemble du secteur de la construction est donc aujourd'hui sous-dimensionné et se trouve dans l'impossibilité d'accomplir dans les délais les objectifs programmés".

L'origine de ces insuffisances est à rechercher *"au niveau des choix économiques d'ensemble"* où *"la construction a été considérée comme un secteur relativement marginal et ce secteur est resté marqué, au niveau interne, par une grande dispersion et une grande inefficacité des moyens".*

(suite page 39) ⟶

PROJET DE PROGRAMME DE REVENDICATIONS D'UN COLLECTIF D'ETUDIANTS DES SCIENCES ECONOMIQUES A PRESENTER EN A.G. (suite de la page 26).

→

des masses et au même rythme pour l'ensemble des étudiants. L'arabisation étant un principe irréversible qui n'exclut pas le développement de la culture populaire sous toutes ses formes.

— une prise en charge effective des problèmes des arabophones, notamment : ouverture de la post-graduation en arabe ; ouverture de toutes les filières existantes dans la section francophone pour arabophones (théorie) ; traduction des ouvrages scientifiques qui existent en français ; amélioration du contenu des cours dispensés aux arabophones ; amélioration des cours de français aux arabophones ; organisation de cours d'arabe pour les enseignants algériens francophones.

Contrôle des connaissances et sélection

La finalité du contrôle ne doit pas être de bloquer l'étudiant mais de l'aider à améliorer ses connaissances.

Nous exigeons :

— l'organisation régulière pour tous les modules de sessions de rattrapage, au début, au milieu et à la fin de chaque année ;

— la publication avant chaque examen du contenu des programmes en attendant que ce contenu soit stable ;

— la suppression du concours pour la post-graduation et le respect du droit à l'enseignement pour tous ;

— l'application en post-graduation du système de passage valable en licence (rattrapage et compensation) ;

— l'application effective et unique du contrôle continu des connaissances et la détermination définitive des modalités de contrôle valables pour tous avec la participation des étudiants.

Problèmes de moyens

Salles de travail : leur insuffisance n'a d'égal que le vide de certains amphis et salles de travaux dirigés.

Nous exigeons :

— la programmation optimale des cours et séances de T.D. afin de dégager des salles de travail pour les étudiants ;

— l'augmentation du nombre de salles de travail.

B — Les problèmes sociaux

Aux problèmes pédagogiques viennent s'ajouter les problèmes sociaux qui ne font qu'aggraver la situation et pousser l'étudiant à abandonner ses études.

1. Transport : la prétendue solution globale pour cette année a été un leurre. Beaucoup d'étudiants continuent à rater cours et travaux dirigés à cause de ce problème.

Nous exigeons :

— un transport spécifique aux étudiants ;

— l'itinéraire et les horaires doivent être fixés avec les étudiants ;

— transport pour résidents et non résidents.

2. Restauration : vu la dégradation en la matière nous exigeons :

— l'amélioration de la qualité et de la quantité dans tous les restaurants universitaires ;

— le respect des règles minimum d'hygiène ;

— l'augmentation de la subvention pour un repas.

3. Bourse : vu l'augmentation du coût de la vie, nous demandons une augmentation du taux des bourses en fonction de cette évolution.

Nous exigeons la non augmentation des frais universitaires (loyers, transports, repas...).

4. Hébergement : nous demandons la construction de cités pour l'hébergement de tous les étudiants habitant hors de la ville d'Alger.

— le droit à la chambre pour les redoublants ;

— une chambre pour les étudiants en post-graduation.

5. Hygiène et santé : vu la situation alarmante, nous demandons :

— l'ouverture d'un centre de consultation médicale pour les étudiants ;

— contrôle médical régulier des étudiants de l'institut ;

— amélioration des conditions d'hygiène à l'institut (eau, toilettes...).

6. Culture et loisirs : nous demandons :

— un budget pour les activités culturelles et sportives à l'institut ;

— l'attribution des locaux nécessaires.

Additif aux problèmes de moyens

Salles des machines : Nous demandons l'élargissement des capacités et en attendant l'utilisation maximale des capacités existantes (plusieurs équipes) afin de :

— donner les dossiers de T.D. à temps ;

— tirer les polycopiés des cours qui ne le sont pas.

Sorties sur le terrain : Nous demandons la programmation de stages pratiques dans le cadre de la formation. La mise à la disposition des équipes pédagogiques des moyens pour les sorties (véhicules).

Problèmes administratifs : Nous exigeons :

— l'allègement et la simplification des procédures bureaucratiques de réinscription ;

— le respect du droit de l'étudiant au certificat de scolarité tout au long de l'année, la remise de la carte d'étudiant lors de la réinscription.

Restauration : Maintenir les restaurants universitaires ouverts jusqu'à 20 h 30 à cause des T.D. qui durent jusqu'à 20 h.

POUR UNE ORGANISATION DEMOCRATIQUE DES ETUDIANTS : LE COMITE D'INSTITUT

Depuis la suppression de l'UNEA (1971), l'absence d'un cadre démocratique qui puisse prendre en charge nos problèmes n'a cessé de se faire sentir avec l'aggravation de nos conditions de vie et d'étude. Les comités pédagogiques n'ont fait que diviser les étudiants devant l'administration et sont donc incapables de nous unir et résoudre nos problèmes.

La C.N.E. parachutée ne nous représente pas et constitue un moyen de nous empêcher de construire une organisation démocratique.

L'expérience des luttes isolées, tant dans les instituts que dans les cités, a montré la nécessité d'une organisation des étudiants. C'est pour cela que nous luttons et appelons tous les étudiants à lutter pour une organisation démocratique des étudiants algériens aux côtés des masses populaires pour la construction du socialisme.

En ce qui nous concerne, nous, étudiants des sciences économiques, nous sommes décidés à contribuer à cette tâche d'intérêt national par :

— l'élection d'un comité d'amphi au niveau de chaque année ;

— l'élection d'un comité d'institut représentant toutes les années ; l'assemblée générale doit dégager une commission chargée de l'organisation des élections ouvertes à tous les étudiants sans distinction.

La solution de nos problèmes ne nous tombera pas du ciel, c'est par notre organisation démocratique que nous pourrons en venir à bout et nous mettre résolument aux côtés des masses populaires.

VIVE L'UNITE DU MOUVEMENT ETUDIANT.
VIVE LE SOCIALISME

bibliographie

BENSALAH Tabrizi — *La République algérienne*, éditions Pichon et Durand-Auzias.

HAMMAN A.G. — *La vie quotidienne en Afrique du Nord au temps de Saint-Augustin*, éditions Hachette, 1979, 480 p.

PRENANT A. et SEMMOUB B. — *Incidences géographiques de l'industrialisation en Algérie*, in *Les Cahiers géographiques de l'Ouest* n° 2-3, publié par l'Université d'Oran, 1979.

CHENTOUF T. et DJEGHLOUL A. — *Elements de sociologie de l'histoire algérienne : 19e-20e siècles*, SNED, Alger.

BENISSAD Mohamed El Hocine — *Economie du développement de l'Algérie, sous-développement et socialisme*, éd. Economica, Paris, 1979.

GUERROUDJ Zineb — *L'enseignement : métier idéal féminin ?*, D.E.A. de Sociologie soutenu à Oran.

MAHERZI Lotfi — *La cinématographie algérienne*, thèse de doctorat d'Etat en Sciences politiques, soutenu à Paris II.

(suite de la page 37)

Des effets désastreux pour l'économie et la qualité de la vie.

Le rapport examine ensuite les conséquences de cette crise du logement :

– au niveau de l'habitat urbain :

"Sous l'action des différents intervenants et en l'absence d'un contrôle d'ensemble, le tissu urbain nouveau s'est constitué de façon spontanée à travers des constructions disparates favorisant la ségrégation sociale :

– constructions de cités fermées et protégées à l'usage du personnel de certaines sociétés nationales ou administrations,

– constructions privées réalisées souvent sans contrôle,

– bidonvilles et habitat précaire qui s'étendent en bordure des agglomérations, etc... (...).

Toutes les infrastructures urbaines (de voirie, d'assainissement, d'hygiène, d'alimentation en eau, de transports publics, de collecte d'ordures, etc...) sont aujourd'hui largement déficitaires dans les grands centres urbains".

– au niveau économique :

"Les mauvaises conditions d'habitat, les déficiences du cadre de vie et les insuffisances du rapport habitat/travail, induisent une baisse générale de la productivité de la main-d'œuvre dans tous les secteurs, qui n'est perçue que de manière diffuse à travers des attitudes d'absentéisme, de nervosité et de fatigue (...).

La crise du logement est telle que la possibilité de disposer d'un logement devient le facteur déterminant qui conditionne la stabilité professionnelle et la mobilité géographique de la main-d'œuvre. Cela a des conséquences économiques néfastes, en particulier : un frein au développement agricole.

La crise du secteur compromet le développement agricole, en premier lieu par la destruction de tissus agricoles riches au voisinage des villes et dans les zones soumises à un processus d'urbanisation mal contrôlé".

– au niveau de la qualité de la vie :

"Les conditions de vie dans les grandes villes représentent pour la masse des travailleurs de graves contraintes quotidiennes. Elles se traduisent en particulier par des pertes de temps considérables en transport, par une promiscuité continue et un manque d'hygiène collective, par une fatigue et une nervosité générales. Le manque d'espace et la surcharge du logement lui-même (plus de trois personnes par pièces en moyenne) ont des effets négatifs sur la personnalité de l'enfant comme de l'adulte et sur leur rendement au travail et à l'école. La suroccupation du logement facilite, par ailleurs, la propagation des maladies (...).

Le manque de logement facilite aussi le contrôle social et le maintien des comportements traditionnels. Il est en général un frein à l'émancipation des individus qui dépendent strictement de leur famille ou

(suite en couverture)

ARCHITECTES ET BUREAUX D'ETUDES ETRANGERS

(Afrique Industrie nº *191 septembre 1979*)

En 1978, les autorités algériennes ont recensé 55 cabinets d'architectes étrangers, principalement français et italiens. Le nombre des architectes est passé de 58 (dont 8 Algériens) en 1970, à 63 (dont 16 Algériens) en 1974, et 97 (dont 42 Algériens) en 1978. Algériens ou étrangers, les architectes privés ont tendance à travailler dans les grands centres urbains du nord. De 1975 à 1978, les opérations montrent la place de choix réservée à Oran avec 79 opérations, Blida 66, El Asnam 60, Alger 50 et Bouira 43. Dans le sud, une seule opération d'architecte privé a été recensée à Ouargla, Tébessa et Adrar au cours de la même période.

Les bureaux d'études techniques ont connu deux périodes distinctes de croissance. Leur nombre est passé de 33 à 80 de 1969 à 1971 et de 89 à 129 de 1974 à 1978. Ces deux bonds peuvent être rattachés aux deux plans quadriennaux.

Sur 129 bureaux d'études, 82 sont étrangers, 23 privés nationaux et 15 étatiques. Les Bet privés nationaux emploient un effectif de 230 personnes. Plus de la moitié des Bet étrangers ne sont pas installés en Algérie (43). A ces premiers, s'ajoutent 120 autres qui n'ont pas reçu l'agrément du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction.

L'ensemble des cabinets d'architectes et Bet privés, algériens ou étrangers, réalisent un chiffre d'affaires supérieur à celui des sept grandes entreprises nationales (l'Etau, l'Ecotec, la Cadat, la Sndnc, La Sorec-Sud, la Sonatiba, la Sorecal) d'études et de réalisations réunies : 162 337 000 DA contre 148 545 000 DA en 1977.

L'évolution des honoraires des Bet privés nationaux laisse apparaître une croissance continue de 1971 à 1976, avec un bond extraordinaire en 1975, dû à la mise en exécution des projets du second plan quadriennal, et une chute remarquable à partir de 1977. Voici, en milliers de dinars, l'évolution du montant de ces honoraires :

1971 : 1 489 - 1972 : 2 696 -
1973 : 4 438 - 1974 : 6 828 -
1975 : 16 131 - 1976 : 16 803 -
1977 : 12 004 - 1978 : 1 200 -

Les mêmes tendances ont marqué la progression des honoraires des Bet étrangers :

1971 : 5 020 - 1972 : 10 158 -
1973 : 21 246 - 1974 : 42 094 -
1975 : 87 504 - 1976 : 128 395 -
1977 : 80 907 - 1978 : 26 862.

La structure du chiffre d'affaires des Bet agréés laisse apparaître un intérêt croissant pour les équipements collectifs.

Structure du chiffre d'affaires des Bet agréés
(en milliers de DA)

	1975	1976	1977
Logements urbains	3 149	59 364	25 554
Logements ruraux	–	6 675	1 674
CEM et lycées	1 036	5 848	9 969
Ecoles et CFP	854	3 339	18 607
Constructions universitaires	–	2 260	9 620
Constructions hospitalières	384	4 220	9 096
Constructions hôtelières	–	2 522	3 850
Etudes d'urbanisme	–	6 244	7 395
Constructions diverses	157 568	34 145	37 132

DOCUMENT

la crise du logement en Algérie

(suite de la page 39)

de leurs supérieurs dans l'entreprise pour se loger. C'est donc un facteur d'instabilité, de passivité et d'inhibition sociale qui empêche les transformations sociales appelées par la Charte nationale (émancipation de la femme, épanouissement des individus, etc...)".

Une inégalité croissante face au problème du logement.

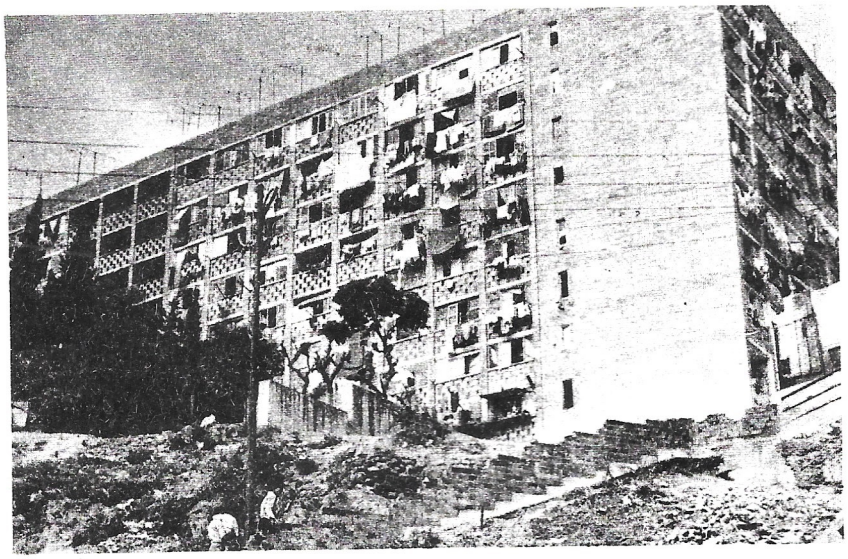
– et surtout, au niveau de l'aggravation des différences sociales :

"La crise enregistrée au niveau de l'habitat ne touche pas toute la population avec la même intensité. Ce sont les couches les plus défavorisées des villes et des campagnes qui subissent les plus dures conséquences. On trouve, par exemple, à Alger, des taux d'occupation supérieurs à 20 personnes par logement dans certains quartiers populaires et dans les bidonvilles. Les critères de distribution des logements neufs augmentent la rareté du bien pour certaines catégories de personnes (chômeurs, travailleurs du secteur privé, vieillards, jeunes, femmes seules, travailleurs à temps partiel , inactifs, etc...). Au contraire, la distribution des nouveaux logements favorise les cadres et les fonctionnaires et crée une couche privilégiée dans les villes.

Par ailleurs, la rareté du bien crée des rentes aux mains des particuliers propriétaires de logements et de villas à proximité des grandes agglomérations (...).

D'autre part, les différences sociales ont tendance à se marquer de plus en plus par la zone de résidence, par le type d'habitat et par le standing du logement. C'est ainsi que les administrations et les sociétés nationales construisent souvent, pour leurs cadres, de véritables petites cités cloisonnées et protégées dans les meilleurs quartiers tandis que les ensembles de masse, mal entretenus et surchargés, sont laissés à des couches sociales moins favorisées".

Imp. Spéciale P.R.S.



Une situation explosive.

Le texte essaie d'apprécier aussi les *"risques politiques"* de ce qui est défini comme *"un malaise diffus et multiple"* :

"Mais c'est un malaise très profond parce qu'il touche les besoins essentiels et prioritaires de l'individu. Il peut donc se cristalliser à tout moment autour d'un des éléments signalés et éclater au grand jour de manière imprévue. Les premiers indices d'émergence de ce malaise commencent d'ailleurs à se manifester (...).

La crise du logement cumule les insatisfactions et le mécontentement de tous les secteurs que ce soit de la part :

– des couches les plus aisées qui n'arrivent pas à se loger convenablement par rapport au standing qu'elles souhaiteraient ; celles-ci seraient plus conformes à une politique qui laisserait le champ libre à l'initiative privée même si elle devait reposer en définitive sur l'inégalité des revenus (...),

– des masses travailleuses qui subissent plus directement la crise par les mauvaises conditions qui leur sont offertes, parce qu'elles sont obligées de partager le logement avec de nombreux membres de la famille, parce qu'elles habitent des logements dans des cités-dortoirs dégradées, ou des logements vétustes dans des quartiers détériorés, à une grande distance de leur lieu de travail (...),

Ce mécontentement généralisé et l'acuité de la crise du logement risquent de forcer à court terme (les pressions sociales se faisant sans cesse croissantes) à adopter des mesures politiques incohérentes et hétérogènes. Ainsi on en arriverait à un divorce entre le discours public favorable à une politique de l'habitat au service des travailleurs et des masses paysannes et des solutions palliatives, afin de contenter les différents groupes en présence (...).

Pour le secteur, le risque est donc grand de céder aux pressions de plus en plus fortes exercées par les diverses couches sociales et d'adopter des solutions démagogiques d'urgence qui hypothèqueraient la solution d'ensemble".

D'où cette conclusion :

"Les retards enregistrés et les déficiences qualitatives constatées dans la construction du cadre bâti ont des implications multiples au niveau économique et social qui risquent de dégénérer en une crise d'ordre politique". ■